



Dans la province de Misiones, Argentine, la population paysanne pauvre essaie d'obtenir un prix équitable pour son thé et sa yerba maté. L'Église luthérienne unie d'Argentine soutient le mouvement paysan; un pasteur de l'Église luthérienne et une diaconesse discutent de questions d'organisation avec le leader du mouvement paysan de Misiones et sa famille. © UELC/Gustavo Driau

De Winnipeg à Stuttgart

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AU NOM DU CONSEIL

Traduit de l'anglais

PRIORITÉ 1: RENFORCER L'IDENTITÉ LUTHÉRIENNE EN TANT QUE COMMUNION D'ÉGLISES EN MISSION

Depuis la Huitième Assemblée de la Fédération luthérienne mondiale (FLM), qui s'est tenue à Curitiba en 1990, la FLM se conçoit comme une communion d'Églises. Faire de cette identité fondamentale de la Fédération une priorité stratégique implique nécessairement une réflexion et un échange permanents entre les Églises membres. Le dialogue et le discernement inhérents à cette identité permettent à la FLM de mieux voir ce que cette Communion est appelée à *être* et à *faire*.

UNE IDENTITÉ THÉOLOGIQUE AUTOCRITIQUE

L'Évangile qui est au cœur de la foi que l'Église confesse n'est pas statique, mais vivant et dynamique ; il est ancré dans la vie, la mort et la résurrection de Jésus Christ. Il s'agit de découvrir ce que cela signifie en relation avec chaque temps et chaque lieu, en pénétrant en profondeur dans la vie et la réalité des gens dans leurs contextes respectifs pour y entendre la promesse permanente de l'Évangile.

Les questions relatives à l'identité luthérienne intéressent l'ensemble de la Communion d'Églises que constitue la FLM dans toute sa diversité. Ce discernement de l'identité confessionnelle se fait toujours dans un contexte donné, avec ses questions et problèmes particuliers. Mais il se développe aussi dans les relations. C'est ainsi que, par exemple, les questions spécifiques que pose le dialogue œcumé-

nique amènent les luthérien(ne)s à reconsidérer leur tradition de manière nouvelle et plus autocritique.

CONCEPTION ET PRATIQUE DE LA MISSION

L'Église a pour tâche fondamentale de participer à la mission de Dieu auprès de toute la création. Après l'Assemblée de Winnipeg en 2003, la FLM a continué à aider ses Églises membres à prendre conscience de cette obligation au travers de plusieurs processus tels que des réflexions communes, des colloques et l'élaboration de documents appropriés, principalement dans le cadre des activités des Départements de mission et de développement (DMD), et de théologie et d'études (DTE). Publié en 2004, le document *Mission en contexte : transformation, réconciliation, dynamisation – Une contribution à la compréhension et à la pratique de la mission* est un instrument mis à la disposition des Églises membres pour les aider à comprendre et à réaffirmer leur mission. En particulier, il met un accent très net sur le paradigme de l'accompagnement (s'inspirant de l'histoire d'Emmaüs, cf. Luc 24) pour souligner une conception holistique de la mission qui inclut à la fois la proclamation, la diaconie et la défense et promotion des droits. La traduction de ce texte dans des langues autres que les quatre langues officielles de la FLM et la publication de documents de référence complémentaires aident à faire avancer la réflexion sur ce thème central.

LA DIACONIE EST UNE DIMENSION FONDAMENTALE DE L'ÉGLISE

Dans la tradition de l'Église, le terme de diaconie s'applique à l'activité spécifique de l'Église au service du monde. Il s'agit d'une dimension fondamentale de l'Évangile, d'une caractéristique de base de l'Église et donc de la FLM ; à ce titre, la diaconie n'est pas facultative : c'est une composante essentielle de la vie de disciple. Au travers de ses activités dans les domaines de la coopération au développement, de l'assistance humanitaire et de la défense et promotion des droits, la FLM cherche en permanence à vivre concrètement sa vocation diaconale.

C'est à partir des années 1980 que le mouvement œcuménique a commencé à redécouvrir le concept de la diaconie. Les Églises du Sud ont souligné la capacité potentielle de ce concept à exprimer la volonté d'une approche plus holistique de ce que font les Églises pour le développement. Au sein de la Fédération, cette réflexion s'est intensifiée depuis l'Assemblée de Winnipeg. Pour rassembler les éléments clés de la conception théologique de la diaconie, le DMD s'est chargé de coordonner un processus de consultation des Églises en vue de constituer une plate-forme commune sur laquelle la Communion luthérienne pourrait faire

reposer sa conception et sa pratique de la diaconie. La synthèse des conclusions a été présentée dans le manuel *LWF Handbook on Diakonia*, publié en 2009, qui devrait servir à la fois de document de référence pour l'enseignement de la théologie et de guide pratique pour les personnes engagées dans l'action diaconale. Un certain nombre de perspectives régionales sur ce thème ont été regroupées dans un document complémentaire intitulé *Serving the Whole Person : The Practice and Understanding of Diakonia within the Lutheran Communion* (LWF Documentation 54/2009).

À la suite de ce processus, les Églises membres de la FLM ont continué à affirmer la place centrale de la diaconie dans la conception de l'Église. Cependant, certaines questions se posent à propos de l'avenir, et notamment celles-ci : quelle est la relation entre l'activité diaconale spontanée des communautés paroissiales et les interventions de la diaconie organisée ? De quelle manière notre vision du ministère holistique affecte-t-elle l'activité diaconale ? Comment développer les capacités d'action diaconale ? Cette réflexion doit se poursuivre.

COHÉRENCE, MAIS NON UNIFORMITÉ

Les Églises membres de la FLM font reposer leur communion sur leur adhésion commune à l'Évangile de Jésus Christ. Pourtant, cette conviction fondée sur la foi s'exprime souvent sous des formes diverses, en fonction de toute une série de facteurs tels que l'histoire et le contexte. Pour les Églises qui se considèrent comme constituant une communion, il est essentiel que des conversations s'engagent sur la meilleure manière d'intégrer la diversité des pratiques. Voici quelques exemples de ce dialogue :

Ordination des femmes – La FLM affirme l'égalité des femmes et des hommes et veut promouvoir le rôle des femmes dans la vie de l'Église, notamment leur vocation au ministère. Alors que l'ordination des femmes continue à poser un problème au niveau œcuménique et au sein de la Communion luthérienne, la FLM encourage les paroisses locales à entamer des discussions afin que leurs membres puissent mieux comprendre les raisons théologiques qui militent en faveur de l'ordination des femmes. Elles sont également invitées à apprendre les unes des autres quels sont les bienfaits que des femmes ordonnées peuvent apporter aux Églises, qu'elles appartiennent ou non à la Communion luthérienne.

En 2008, un colloque sur le thème « La Réforme continue de l'Église – Le témoignage de femmes ordonnées aujourd'hui » a invité les Églises à considérer l'ordination des femmes « non pas avant tout comme une question de société ou qui ne concerne que les femmes, mais comme une question qui touche au cœur même de ce que signifie être l'Église ».

Le ministère épiscopal – Les Églises luthériennes expriment le ministère de surveillance (épiscopé) de différentes manières. Certaines – de plus en plus nombreuses – ont des évêques ; d'autres n'en ont pas et avancent de bonnes raisons pour conserver leurs pratiques. En 2007, le Conseil de la FLM a publié une déclaration intitulée *Le ministère épiscopal au sein de l'apostolicité de l'Église*. Cette déclaration était l'aboutissement d'un processus de consultation qui visait à définir le terrain d'entente entre luthérien(ne)s sur la surveillance, et en particulier sur le ministère épiscopal, et à contribuer à approfondir les perspectives communes. Elle entendait inviter les Églises membres de la Communion à mieux se comprendre et à renforcer l'engagement luthérien dans l'œcuménisme.

Mariage, famille et sexualité – La diversité qui caractérise la Communion luthérienne et les différents domaines dans lesquels elle s'engage risquent facilement de déboucher sur des malentendus. Le Secrétariat de la FLM a voulu multiplier les réunions avec les Églises membres afin qu'elles arrivent à mieux se comprendre et pour découvrir de meilleures manières d'aborder les conflits.

Il est apparu important d'encourager le dialogue et de promouvoir la compréhension mutuelle à propos d'un problème qui s'est posé, à l'Assemblée de Winnipeg, dans le contexte du thème « Justice et guérison dans les familles ». L'Assemblée a discuté de l'évolution des réalités concernant la famille, le genre et la sexualité dans le monde d'aujourd'hui, et appelé les Églises membres à s'encourager et s'aider mutuellement à :

- « étudier les questions relatives au mariage, à la famille et à la sexualité humaine, et dialoguer sur ce sujet d'une manière qui réponde aux besoins de chacune des Églises membres, et
- plaider en faveur des droits et de la dignité des personnes sans distinction de sexe ou d'orientation sexuelle. »

En 2004, le Conseil a nommé un Groupe de travail sur le mariage, la famille et la sexualité dans lequel étaient représentées les sept régions géographiques de la Communion, et auquel il a donné mandat de « mener une réflexion biblique, historique et éthique sur les pratiques et attitudes identifiées, et de porter une attention spécifique à la question de savoir si et de quelle manière on peut aborder les différences entre les approches herméneutiques de l'Écriture ainsi qu'entre les attitudes éthiques, les pratiques et les politiques susceptibles d'affecter l'unité de l'Église. »

Les Églises membres ont communiqué à la FLM les études, réflexions et documents qu'elles avaient consacrés à ce sujet. Le Groupe de travail a élaboré

un « projet de lignes directrices et processus pour un dialogue respectueux sur le mariage, la famille et la sexualité humaine ». Lors de sa réunion de 2007 à Lund, en Suède, le Conseil a adopté ces lignes directrices et les a recommandées aux Églises membres en les priant de les étudier dans un délai de cinq ans, ce qui permettra aussi d'organiser des colloques interrégionaux et internationaux.

OUVRIR DES ESPACES D'ÉCHANGE MUTUEL

Appartenir ensemble à une communion d'Églises est quelque chose qui est compris à la fois comme un don et comme un devoir, que les Églises cherchent à exprimer en permanence dans le partage et l'accompagnement mutuels. Cela implique notamment de s'écouter les un(e)s les autres et d'apprendre les un(e)s des autres, afin que les préoccupations communes puissent être dégagées et discutées. Cela est particulièrement important pour le discours théologique, qui doit prendre en compte les expériences et les perspectives des différentes régions ainsi que les divers contextes spirituels, culturels, sociaux et politiques.

L'accompagnement devient particulièrement important lorsque des conflits se produisent dans la Communion ou au sein d'Églises membres. De plus en plus, il apparaît que la nature multilatérale de la FLM ajoute une valeur certaine à cette tâche d'accompagnement dans la mesure où la Fédération offre un cadre plus large aux relations bilatérales existantes.

La FLM continue à jouer un rôle clé en offrant, au niveau régional, des possibilités de coordination, de médiation, de création de réseaux et de partage des ressources. C'est au travers de telles rencontres que les Églises vivent réellement le don qu'est la diversité de la Communion, ainsi que la capacité potentielle de celle-ci à transformer ses membres. En voici quelques exemples :

Expressions régionales de la Communion

Après Curitiba, on a beaucoup insisté sur la dimension de communion, ce qui s'est traduit notamment par l'organisation de colloques de responsables d'Églises, à l'occasion desquels les Églises peuvent mieux voir ce qu'implique, au niveau régional, le fait d'être en communion. Dans deux des régions, les Églises ont créé leur propre structure de coordination – le Conseil luthérien en Asie et le Conseil luthérien en Afrique – afin de renforcer la communication et l'interaction entre elles. Les Églises d'Amérique latine, pour leur part, ont choisi de mettre en place des réseaux au travers de la Conferencia de Liderazgo (COL – Conférence de responsables d'Églises), qui a lancé une évaluation externe du processus régional en tant que communion d'Églises. En Amérique du

Nord, la région s'efforce de promouvoir le concept de la Communion mondiale en resserrant les liens d'interconnexion entre les Églises membres. Un travail important a été accompli pour faire mieux connaître les activités de la FLM dans la région.

Tables rondes

La FLM continue à prendre l'initiative d'organiser et de mettre en place des tables rondes qui ont pour objectif d'améliorer la coopération et la coordination des activités missionnaires entre les Églises membres et leurs partenaires à l'étranger. Ces forums demeurent un élément important pour renforcer les Églises émergentes, en particulier en Afrique et en Asie. Ils traitent également de questions touchant à la conception commune de la diaconie et à la coordination de la diaconie internationale par les Églises membres.

Le Forum de la Mission du Mékong et les tables rondes organisées avec l'Église évangélique luthérienne du Mozambique et avec l'Église luthérienne du Salvador sont des exemples de processus qui ont contribué à résoudre des crises ou des conflits dans les Églises membres.

Partager et apprendre à partir de contextes différents

Les Églises membres de la FLM en Afrique sont confrontées au problème de la pauvreté qui fait obstacle à leur participation à la mission de Dieu. En 2006, les Églises de la FLM en Asie ont utilisé le concept de *diap Praxis* – relations dialogiques de coopération pratique entre différentes communautés de foi en vue de tenter de résoudre des problèmes communs – comme point de départ pour aborder des contextes interreligieux, en fondant leur programme sur les expériences concrètes vécues après le tsunami. Les Églises d'Amérique latine se sont rapprochées pour en savoir plus sur les perspectives de durabilité des Églises. De leur côté, les Églises d'Europe orientale se sont efforcées de préciser leur rôle public et leurs relations avec l'État.

La FLM facilite régulièrement des occasions d'échange mutuel et d'apprentissage à propos de questions théologiques intéressant les responsables d'Églises et les théologien(ne)s. Leur participation à différents colloques et séminaires permet aux Églises membres d'échanger des idées sur des sujets tels que les relations avec les adeptes d'autres religions, les questions sociales, le culte et la vie paroissiale, ou le changement climatique. Dans le souci d'une approche inclusive, on veille à ce que, dans ces réunions, les Églises soient représentées de manière équitable par des femmes, des hommes et des jeunes des sept régions de la FLM.

Un nouveau défi qui se pose à la Communion est la nécessité d'entamer des conversations entre

Églises sur les théologies contextuelles, afin de rendre possible un dialogue théologique transcontextuel.

Pouvoir et autorité dans les Églises et entre elles

Du fait de sa nature multilatérale, la Communion luthérienne est bien placée pour promouvoir le dialogue et la compréhension à propos des questions du pouvoir et de l'autorité. La FLM est résolue à aborder les questions relatives à l'exercice du pouvoir et de l'autorité dans les Églises membres et entre elles, en se faisant l'avocate de structures plus transparentes et moins hiérarchiques ou paternalistes. Elle a lancé différentes approches pour étudier ces questions, qui sont importantes pour la durabilité des Églises et de la Communion, ainsi que pour leur témoignage public.

La première étape a consisté à analyser la conception biblique et théologique de l'autorité et du pouvoir dans l'Église ; les conclusions de ce travail ont été publiées en 2007 dans le document *Leadership and Power in the Ministry of the Church*. Ce texte propose une base pour le dialogue en cours. Il veut encourager la réflexion et la discussion dans les Églises sur la manière dont l'autorité et le pouvoir sont exercés à la lumière de conceptions bibliques et théologiques fondamentales.

Des réunions régionales ont rassemblé des hommes et des femmes, responsables d'Églises laïques et ordonné(e)s qui, à l'occasion de conversations théologiques, ont exploré les différents points de départ qu'offre la question du genre pour étudier la manière dont s'exercent le pouvoir et l'autorité dans les Églises.

La question du pouvoir et de l'autorité s'applique aussi au Secrétariat. En 2005, le Comité exécutif de la FLM a adopté un *Code de conduite du personnel de la FLM relatif à l'abus de pouvoir et à l'exploitation sexuelle*. Ce code de conduite définit les engagements éthiques et les obligations concrètes que doivent assumer tous les collaborateurs et toutes les collaboratrices de la FLM, y compris le personnel sur le terrain du Département d'entraide mondiale (DEM), et il est devenu partie intégrante de la culture de l'organisation. Un examen par les pairs, organisé par le Comité directeur pour l'action humanitaire (SCHR), a fait apparaître que si ce document de la FLM est bien formulé, il faut encore y apporter quelques améliorations importantes à propos des mécanismes de plainte.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN VUE DE PROMOUVOIR LA PERSONNE DANS SON INTÉGRALITÉ

Lorsque l'apôtre Paul considère la liberté qui découle de l'Évangile de Jésus Christ, il constate

que les distinctions entre les êtres humains n'ont désormais plus de raison d'être : « Car tous vous êtes, par la foi, enfants de Dieu en Jésus Christ » (Ga 3,26). Et c'est ainsi qu'il peut dire : « Il y a plus ni Juif, ni Grec ; il n'y a plus ni esclave, ni homme libre ; il n'y a plus l'homme et la femme ; car tous, vous n'êtes qu'un en Jésus Christ » (Ga 3,28).

On pourrait dire que cette affirmation de Paul s'applique aussi à la FLM. Pourtant, nombre des distinctions qu'il mentionne demeurent de puissantes réalités pour l'identité de la Fédération. Depuis Winnipeg, la FLM ne cesse de s'attaquer à ces distinctions, en particulier – et entre autres – celles qui concernent le genre et l'âge, les populations autochtones et les personnes qui vivent avec le VIH et le SIDA.

Les femmes et l'analyse de genre : De plus en plus, la FLM recourt au concept de genre pour décrire les relations entre femmes et hommes. Le genre est moins un facteur biologique qu'un concept abstrait dont une société ou culture donnée se sert pour affecter aux femmes et aux hommes certains rôles qu'on attend d'eux. Dans bien des cas, ce concept est défavorable aux femmes ou sert à les opprimer. Par ailleurs, le concept de genre permet aussi de reconnaître le traitement inégal d'hommes marginalisés.

Le thème du genre et celui du pouvoir se recourent lorsqu'on s'attaque à différentes disparités et injustices. Ils revêtent de l'importance pour la discussion sur les responsabilités des femmes et les niveaux de leur participation dans l'Église.

En 1984, la Septième Assemblée réunie à Budapest a appelé à établir l'égalité et l'équilibre des genres dans la FLM, y compris parmi le personnel permanent. C'est ainsi que l'approche intégrée du genre est devenue un important instrument dans les activités de la FLM, ce que souligne bien la réflexion, dans une perspective religieuse, sur la pratique du ministère, des responsabilités et du pouvoir dans l'Église. L'une des mesures pratiques qui permettent de transformer la conception du leadership est par exemple l'impératif d'une représentation équitable des femmes, des hommes et des jeunes dans toutes les réunions de la FLM.

Dès lors que la FLM affirme ces engagements et ces pratiques, la compétence et l'expérience professionnelles ne sont pas les seuls critères lorsque, par exemple, il s'agit de recruter des collaboratrices et collaborateurs. Si l'on veut prendre en compte la représentation des régions et des groupes d'âge, on constate qu'il est très difficile de respecter l'objectif de l'équilibre entre les genres.

Toujours est-il qu'il est nécessaire de tendre vers une conception communautaire et participative de l'équilibre entre les genres, de l'égalité et de la justice de genre. Pour y parvenir, hommes et femmes doivent travailler en partenariat, et cet

effort doit demeurer un thème d'engagement et de témoignage de l'Église.

Les jeunes : Les personnes jeunes sont très actives dans la plupart des Églises membres de la FLM mais, souvent, on n'entend pas leur voix et on n'en tient pas compte quand des décisions sont prises. Sur la base d'une évaluation de ce qui s'est fait par le passé en la matière, la FLM met désormais l'accent sur la participation des jeunes à la prise des décisions.

Une façon de procéder consiste à renforcer activement la formation des jeunes cadres. Lors des ateliers de jeunes précédant les réunions du Conseil, les jeunes membres du Conseil s'associent aux stewards pour aborder certaines questions importantes qui seront traitées à la réunion. C'est ainsi qu'on a discuté, depuis la dernière Assemblée, du chômage des jeunes, de la paix au Moyen-Orient, de la sexualité humaine et du changement climatique.

Les consultations en ligne sont devenues une manière novatrice de faire participer les jeunes aux discussions qui ont lieu au sein de la FLM.

Pour élargir la présence de jeunes cadres dans les Églises membres, la FLM a mis en place le programme *ENGAGEMENT: Formation mondiale de la FLM pour les jeunes responsables*. Cet ambitieux programme en trois phases a réuni 46 jeunes de toute la Communion, qui ont été formé(e)s aux notions de base de la gestion de projets, chaque membre du groupe étant chargé(e) de réaliser un projet d'ampleur limitée correspondant à son contexte.

Chaque année, le Programme de stages pour les jeunes de la FLM offre à plusieurs jeunes la possibilité d'effectuer un stage à Genève et de bénéficier d'une introduction à l'œcuménisme. De retour dans leur Église d'origine, ces jeunes sont chargé(e)s de tâches qui correspondent aux capacités qu'ils ont ainsi acquises.

Autres moyens de renforcement des capacités : La FLM a lancé plusieurs autres initiatives allant dans le sens d'une communion inclusive et du développement des capacités, par exemple celle-ci :

Le développement des ressources humaines – Le DMD continue à aider les Églises à développer leur potentiel en ressources humaines en mettant à leur disposition des programmes diversifiés. De 2004 à 2008, des bourses internationales ont été attribuées à 816 candidat(e)s, dans le but de développer la formation des cadres et les compétences des collaboratrices et collaborateurs de l'Église. Des fonds spéciaux de formation ont permis de promouvoir la participation de personnes handicapées. Le parrainage d'études de durée limitée ainsi que des programmes de recherches et d'échanges entre professionnel(le)s offrent des

possibilités de partager des ressources ; par ailleurs, des stages de formation linguistique contribuent à briser les barrières et à renforcer la participation de personnes et de groupes aux réunions régionales et internationales. Depuis 2008, le Programme de formation des cadres et de développement des compétences du DMD soutient une formation théorique et pratique couvrant les domaines du leadership, de la gestion, du renforcement des capacités et du développement des compétences.

UNE COMMUNICATION EFFICACE

Vivre concrètement la communion implique d'être en conversation. Depuis Winnipeg, le développement d'Internet a permis à la FLM d'améliorer ses modes de communication et d'en explorer de nouveaux. La communication a été décentralisée, ce qui permet tant aux Églises membres qu'aux bureaux sur le terrain du DEM de jouer un rôle moteur pour diffuser des informations appropriées aux membres des Églises luthériennes et au public en général.

Presque toutes les régions sont désormais présentes sur Internet, comme le démontrent les exemples suivants :

Asia Lutheran News – Au départ simple revue existant depuis longtemps, Asia Lutheran News (ALN) est désormais un bulletin bimestriel associé à un site web interactif et automatiquement mis à jour. Les forums en ligne d'ALN permettent des discussions sur toute une série de sujets, en particulier à propos de l'identité luthérienne et chrétienne dans la région.

Africa Lutheran Communication and Information Network – Depuis sa création en 2005, le réseau ALCINET (Africa Lutheran Communication and Information Network) a accru les capacités de communication des Églises membres de la région, ce qui leur permet d'échanger plus d'informations entre elles et avec la Communion luthérienne en général. Le site d'ALCINET fait mieux connaître la FLM dans la région et permet aux Églises d'échanger des informations sur leurs ministères respectifs, en particulier sur ce qu'elles font à propos du VIH et du SIDA. À ce site web viennent s'ajouter les canaux de la radio et des journaux. Cependant, les communicateurs et communicatrices de la région soulignent la nécessité de s'intéresser au nouveau mode de communication populaire que constitue le téléphone mobile.

BONNE GESTION, DURABILITÉ ET PARTAGE DES RESSOURCES

Les Églises n'appartiennent pas aux êtres humains : elles sont données par Dieu dans l'intérêt de la mission. C'est pourquoi chaque Église est appelée

à promouvoir la bonne gestion, la durabilité et le partage des ressources.

Dès lors qu'est reconnu le caractère mutuel des relations entre Églises membres de la FLM, la prise en compte et la pratique de la bonne gestion, de la durabilité et du partage des ressources se situent dans un contexte plus large. Cela est particulièrement vrai face aux profondes divisions qui se manifestent dans les domaines politique, économique et social. Pour les Églises qui se conçoivent comme faisant partie d'une communion, ces disparités sont perçues comme un défi ; mais, en même temps, la conscience de la diversité de leurs dons apparaît comme un remarquable potentiel à exploiter.

DURABILITÉ

Cette mise en relation de différentes approches programmatiques au sein de la FLM est une évolution importante, même si elle n'est pas délibérément conçue pour promouvoir l'apprentissage mutuel au niveau mondial. L'un des problèmes communs, par exemple, est celui de la durabilité de l'Église, et sur ce point, chaque Église membre peut tirer des leçons de l'expérience des autres.

Le programme de promotion de la durabilité lancé par les Églises membres de la FLM en Amérique latine a permis d'élaborer d'importantes définitions portant sur les aspects financiers, la gouvernance, la communication et le développement des ressources. En continuant à encourager la réflexion sur cette préoccupation commune, la FLM maintient la cohérence à l'intersection de la réflexion théologique et de la conception que les Églises ont d'elles-mêmes en matière de développement organisationnel.

La réflexion missiologique et ecclésiologique menée en permanence par la FLM offre une base pour aborder la question de la durabilité. Le document sur la mission de la FLM ainsi que d'autres publications telles que *Being the Church in the Midst of Empire: Trinitarian Reflections* (2008) ou encore *So the poor have hope, and injustice shuts its mouth – Poverty and the Mission of the Church in Africa* (2007) présentent des éléments théologiques qui nourrissent une importante réflexion missiologique.

Le rôle joué par la FLM pour faciliter le soutien apporté à des projets concernant un large éventail de ministères des Églises membres a évolué au cours des années. Jusqu'à il y a sept ans, le DMD était en mesure de soutenir toute une série d'activités ; mais, désormais, il est plus difficile de faire correspondre les priorités des Églises membres à celles des organisations spécialisées dans la coopération au développement. Si les dialogues organisés par ces institutions ont permis de mieux définir leurs priorités, il n'est pas évident que les Églises membres donnent priorité aux mêmes thèmes.

PARTAGE DES RESSOURCES

Par le biais du DMD, la FLM a approfondi l'approche programmatique qu'elle veut appliquer au développement organisationnel de ses Églises membres. Un Programme pour le développement global des capacités, récemment lancé, vise à rapprocher le développement des ressources humaines de la FLM d'autres initiatives de renforcement des potentiels. Le rôle joué par le DMD dans le développement des capacités est une stratégie essentielle pour garantir un soutien continu aux programmes des Églises membres correspondants. L'accent est mis sur des processus à long terme de développement organisationnel dans lesquels les Églises jouent elles-mêmes un rôle prépondérant.

Globalement, pour ce qui est du choix des partenaires pour la coopération au développement, la tendance est désormais de s'adresser plutôt à des organisations non gouvernementales ; de ce fait, de nombreuses Églises sont délaissées par leurs anciens partenaires. On espère que le nouveau réseau des Églises pour les situations d'urgence et le développement – l'Alliance ACT (Action commune des Églises) récemment mise en place – se penchera sur ce problème dans le contexte œcuménique alors que, de son côté, le DMD appelle ses partenaires historiques à continuer à travailler avec les Églises. En même temps, la FLM se doit de rappeler en permanence aux organisations spécialisées les dons uniques que possèdent les Églises, et de renforcer la volonté de la Communion de continuer à investir pour renforcer le rôle des Églises en ce domaine. De leur côté, les Églises doivent continuer à fonder leurs programmes sur les points forts qui leur sont propres, en recourant à des ressources ou volontaires locaux.

BONNE GESTION

La gestion des relations et des ressources joue un rôle capital dans l'identité, la mission et les activités de la Communion luthérienne. Depuis la dernière Assemblée, les recettes de la Fédération ont légèrement fluctué au cours des cinq premières années, passant de USD 102 millions à USD 91.4 millions entre 2004 et 2006, avant de remonter au cours des deux années suivantes pour atteindre USD 102.9 millions en 2008 (*cf. rapport du Bureau des finances et de l'administration [anglais], page 61*). Pour maintenir le niveau de contribution des Églises sous forme de cotisations et de fonds affectés ainsi que le volume des fonds versés par les agences partenaires, les gouvernements et les institutions spécialisées des Nations Unies, il faut veiller à leur communiquer régulièrement des informations sur le travail de l'organisation. Il s'agit d'une relation mutuelle dans laquelle une grande attention est portée à l'usage efficace qui est fait des fonds

disponibles et à la garantie de la meilleure qualité possible de travail et de transparence.

Les dons et engagements d'Églises membres et de personnes en faveur du Fonds de dotation de la FLM continuent à progresser régulièrement depuis la création de ce fonds en 1999, dont l'objectif premier était de compléter le soutien financier apporté aux activités de la Fédération. L'objectif est d'atteindre CHF 20 millions en 2017 et, à plus long terme, CHF 50 millions. Malgré l'évolution défavorable des marchés des capitaux au cours de ces dernières années, le montant total des fonds disponibles à la fin de 2008 était de CHF 9.7 millions.

On constate d'autres résultats encourageants, notamment le programme de mobilisation des ressources du DEM, par le biais duquel les collaboratrices et collaborateurs des programmes nationaux recherchent désormais plus activement des possibilités de financement. Entre 2006 et 2008, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a doublé sa contribution. Mais l'objectif prioritaire demeure d'élargir la base de financement.

Les diverses réalités contextuelles de la Communion luthérienne se reflètent aussi dans les finances de la Fédération. La diminution des effectifs dans les Églises du Nord, parmi lesquelles se trouvent les principaux bailleurs de fonds pour les activités de l'organisation, ajoutée à la très grande volatilité des marchés financiers dans le monde, entraînera probablement à l'avenir une diminution de la contribution financière des communautés luthériennes. En outre, en raison de la concurrence croissante pour des ressources financières toujours plus réduites du fait de la récession mondiale, la FLM se trouve confrontée au double défi non seulement de trouver plus de ressources financières, mais aussi d'utiliser plus efficacement celles dont elle dispose. Il est donc essentiel de planifier l'effectif et les activités du Secrétariat de Genève de façon à assurer la durabilité de l'organisation.

PRIORITÉ 2: APPROFONDIR LES ENGAGEMENTS ŒCUMÉNIQUES ET INTENSIFIER LES RELATIONS ENTRE RELIGIONS

Aujourd'hui, chaque Église luthérienne vit dans la diversité religieuse – et elle le sait. L'engagement œcuménique auprès d'autres chrétiens et chrétiennes, qui est depuis longtemps une caractéristique de la famille luthérienne, a sa source dans la conviction que l'Église de Jésus Christ est plus vaste que cette Communion. Tout aussi profondément enracinée dans la conception luthérienne est la conviction que l'unicité du monde que Dieu a créé rend nécessaire la coopération interreligieuse.

Au cours des premières années de ce troisième millénaire, les possibilités que nous offre la diversité religieuse dans le monde, mais aussi les défis qu'elle nous lance ont marqué d'une empreinte nouvelle la Fédération luthérienne mondiale (FLM) dans tous les aspects de son activité. Il est de plus en plus évident que la conception que la Communion luthérienne a d'elle-même ne peut se maintenir ni sa mission se poursuivre sans relations multiples avec d'autres communautés religieuses. À mesure qu'elle approfondit ces relations, la FLM prend mieux conscience des transformations qui risquent de se produire dans sa vie, parfois sous des formes imprévisibles.

Il a longtemps été possible de distinguer – sinon même d'opposer – les efforts des courants œcuméniques de « foi et constitution » et du « christianisme pratique ». Il y a peu encore, on pouvait aussi parler d'étapes ou de stades prévisibles d'une progression structurée vers une plus grande unité visible avec d'autres chrétien(ne)s. Il pouvait paraître évident que les impératifs de l'engagement œcuménique et ceux de la rencontre entre religions étaient non seulement distincts, mais séparés. Pourtant, l'expérience de ces dernières années a convaincu la FLM que les réalités sont beaucoup plus complexes et interconnectées. Par exemple, lors d'un séminaire organisé en 2008 par la FLM pour les enseignant(e)s de théologie en Asie, il est apparu que la « résurgence religieuse » dont les Églises luthériennes sur ce continent constatent le foisonnement autour d'elles touche non seulement d'autres Églises et mouvements chrétiens, mais aussi d'autres religions. Les efforts de coopération dans le domaine diaconal et les études théologiques entreprises en commun peuvent s'influencer mutuellement, ce qui amène certaines communautés religieuses à adopter des formes de vie commune à plusieurs niveaux. Les décisions d'établir des relations œcuméniques peuvent être prises à tous les niveaux de l'Église, les initiatives locales et internationales venant se renforcer mutuellement. Et s'il est vrai qu'on ne peut amalgamer les objectifs de la coopération entre religions aux espoirs d'unité entre les chrétien(ne)s, on distingue de plus en plus clairement les interactions entre les méthodes, les engagements, les comportements et les résultats dans ces deux domaines.

À mesure que la FLM approfondit son identité de communion d'Églises, les résultats positifs obtenus au cours de ses 60 premières années se manifestent de manière toujours plus évidente. En particulier, son activité formelle de collaboration avec d'autres communautés de foi se nourrit de la profondeur et de la largeur de l'action au niveau mondial qui la caractérise. À leur tour, les nouvelles perspectives ouvertes par ces contacts entre religions, en particulier par ceux centrés spécifiquement sur la théologie, offrent des ressources spécifiques qui viennent soutenir les activités de guérison de la

Fédération. La vie en communion reflète à la fois la dimension diaconale et la dimension œcuménique de l'identité de l'Église elle-même, ces deux dimensions étant inséparables.

En fin de compte, l'activité interreligieuse et l'activité œcuménique sont des dimensions de relations : réception, réconciliation, témoignage commun et mission sont autant de facettes de la réalité complexe de la coexistence.

LE DIALOGUE : UN MODE DÉLIBÉRÉ DE RELATIONS

La FLM continue à juger essentiel le dialogue théologique bilatéral en tant que contribution à l'unité chrétienne. Cette méthode théologiquement intense qui permet de renforcer la compréhension et l'appréciation mutuelles a donné des résultats importants, en particulier lorsque les relations étaient marquées par les cicatrices d'anciennes condamnations mutuelles.

À mesure que le monde œcuménique évolue, l'éventail des sujets et problèmes abordés dans les dialogues ne cesse de s'élargir, et ceux-ci s'appuient plus explicitement sur l'expérience d'Églises diverses. Les commissions chargées de ces dialogues sont de plus en plus représentatives de la diversité de la Communion – pour ce qui est de l'origine géographique, de la formation théologique et du genre. Par exemple, dans la nouvelle Commission luthéro-catholique romaine sur l'unité, on trouve des membres originaires de toutes les régions de la FLM et un nombre identique de femmes et d'hommes.

LES RÉSULTATS DU DIALOGUE : TRANSFORMATIONS EN COURS

Un exemple notable de ces résultats a été l'impact de plus en plus large de la Déclaration commune sur la doctrine de la justification (DCDJ) signée avec l'Église catholique romaine en octobre 1999 à Augsburg, en Allemagne. À l'époque, cette Déclaration représentait un progrès remarquable : les deux Églises ont déclaré que, au niveau de leur enseignement officiel, elles n'avaient plus besoin de se condamner réciproquement sur cette doctrine essentielle. S'appuyant sur la méthode du « consensus différencié », qui respecte la différence persistante observée dans la vie culturelle et dans l'expression théologique, cette Déclaration a officiellement marqué un nouveau départ pour la manière dont les deux traditions parleraient désormais l'une de l'autre. Mais, comme cela a été régulièrement le cas pour les grandes déclarations théologiques, la pleine importance de cette Déclaration commune continue à se révéler des années après qu'elle a été acceptée.

En 2009, lorsqu'on a fêté le 10^e anniversaire de la DCDJ par des célébrations à Augsburg et dans le

monde entier, le Bureau des affaires œcuméniques (BAO) et le Département de théologie et d'études (DTE) ont parrainé l'organisation de colloques sur les conceptions contemporaines de la justification qui ont aidé à faire le point sur des questions toujours en examen tant au niveau de l'expression contextuelle régionale qu'avec d'autres partenaires œcuméniques. Pour le 5^e anniversaire, le Bureau des services de communication (BSC) a publié un numéro spécial de *Lutheran World Information* qui a aidé à faire le lien entre la Déclaration commune et la vie des Églises dans le monde, et le DTE a publié le rapport *Accepted by God – Transformed by Christ: The Doctrine of Justification in Multilateral Ecumenical Dialogue*, qui est une étude sur la doctrine de la justification réalisée par la Commission allemande d'études œcuméniques (DÖSTA).

En 2006, le Conseil méthodiste mondial a adopté à son tour la Déclaration commune. Un symposium de biblistes, dont l'idée avait été lancée en 1999 pour « approfondir la base biblique de la doctrine de la justification » au delà du niveau atteint par la Déclaration elle-même, a entamé ses travaux en 2008 ; il réunit, en plus des représentant(e)s luthérien(ne)s et catholiques romain(e)s, des biblistes réformé(e)s et méthodistes. Ce groupe poursuit une triple tâche : étudier la justification dans les conceptions contemporaines des épîtres de Paul, dans les textes néo-testamentaires autres que les épîtres pauliniennes et dans toute la Bible. Le rapport de la quatrième phase de la Commission luthéro-catholique romaine sur l'unité, qui a terminé ses travaux en 2006, constitue un document d'étude et de référence sur *l'apostolicité de l'Église* qui a servi à alimenter les discussions en cours sur ce sujet. Tous ces projets illustrent des tâches qui ne sont pas encore achevées dans cette relation cruciale. L'histoire montre aussi que la « réception » des résultats des discussions œcuméniques est loin d'être limitée dans le temps : c'est un processus qui réserve des problèmes imprévus, des déceptions mais aussi, parfois, des bénéfices inattendus.

CROÎTRE DANS LA COMMUNION

Dans deux des dialogues bilatéraux auxquels participe la FLM – avec les Églises anglicanes et avec les Églises réformées –, il est apparu que les implications de la vie en communion étaient importantes non seulement au niveau interne, mais aussi pour les relations avec d'autres traditions ecclésiales. Dans ces deux cas, les commissions avaient pour mandat de travailler à un resserrement des relations formelles – et même d'envisager d'éventuelles relations de communion – entre les deux familles. À chaque fois, pour des raisons imprévues, les participant(e)s en sont arrivé(e)s à s'interroger sur le sens de la communion dans leurs propres Églises membres

– des interrogations que la FLM reconnaît pour en avoir fait elle-même l'expérience.

La troisième série de rencontres de la Commission internationale anglicano-luthérienne (ALIC) a débuté en 2006. Alors que ce dialogue portait sur les thèmes de la communion et de la diaconie – inspirés notamment par la position adoptée par les Églises organisatrices de ce dialogue face au VIH et au SIDA en Tanzanie et à la théologie dalit en Inde –, les travaux de la Commission ont recoupé de manière inattendue les travaux en cours au Département de mission et développement (DMD), qui préparait alors un manuel sur la diaconie. Le rapport de l'ALIC aura pour thème central le caractère diaconal de l'Église.

Au sein de la Commission mixte luthéro-réformée, constituée en 2006, il n'y avait pas non plus à examiner de divergences de fond. En fait, le dialogue a porté essentiellement sur le caractère ecclésial de la vie chrétienne. Dans la perspective de la fusion, en juin 2010, de l'Alliance réformée mondiale (ARM) et du Conseil œcuménique réformé pour former la nouvelle Communion mondiale d'Églises réformées, l'expérience de la FLM dans l'affirmation de son identité de communion a joué un rôle important. La Commission a choisi de tenir sa seconde réunion en Namibie du fait que les luttes contre l'apartheid en Afrique australe ont largement contribué à affirmer, dans chacune des deux familles, une plus grande volonté d'assumer ses responsabilités vis-à-vis des autres. Les deux Communions continuent d'être confrontées au défi que leur lance leur conscience œcuménique : en l'absence de différences de fond, pourquoi, dans le même contexte local, les Églises luthériennes et réformées ne se sont-elles pas senties plus poussées à se rapprocher – entre elles et les unes avec les autres ? Ce sont là des questions qui touchent à l'Église, à l'ecclésiologie, et donc le rapport de la Commission sera centré sur le sens de la communion, mais aussi sur la repentance et les efforts d'imagination qu'implique le maintien de cette communion.

Ces dernières années, le dialogue de la FLM avec les Églises de la famille orthodoxe a également abordé les questions ecclésiologiques. C'est, pour la FLM, le dialogue le plus ancien : lorsqu'en 2006 fut fêté son 25^e anniversaire à Bratislava, en République slovaque, un numéro de *Lutheran World Information* a été consacré en grande partie à l'importance de ce dialogue. En même temps qu'il contribue à améliorer la compréhension mutuelle malgré les difficultés causées par de longues années d'histoire séparée, le dialogue luthéro-orthodoxe a permis d'arriver à de nombreuses affirmations communes, mais aussi de distinguer les différences qui subsistent sur certains aspects du « mystère de l'Église ». Comme dans le cas des Églises de la famille orthodoxe orientale, avec lesquelles la FLM a entamé des conversations en 2008, la volonté d'arriver à une meilleure appréciation réciproque est

confortée par la mobilité générale qui caractérise notre monde actuel et qui fait entrer ces deux communautés en contact non pas simplement en quelques endroits isolés, mais dans le monde entier.

Dans ce contexte des engagements œcuméniques de la FLM, le DTE mène un processus d'étude sur la manière dont les Églises luthériennes, dans l'ensemble de la Communion, comprennent et vivent concrètement ce que signifie être l'« Église une, sainte, catholique et apostolique » confessée dans le Symbole de Nicée.

VERS 2017 : LE RENOUVEAU DE L'ESPRIT DE LA RÉFORME

Quelle différence en un siècle ! Pour les luthériens et luthériennes approche une importante année anniversaire : « Luther 2017 – La Réforme a 500 ans ». Il est remarquable de constater à quel point la forme que prendra ce 500^e anniversaire sera déterminée par les effets transformateurs des rencontres œcuméniques du 20^e siècle. Lors des manifestations d'anniversaire, les luthérien(ne)s auront beaucoup à célébrer avec gratitude dans la mesure où cette tradition confessionnelle est source de vie depuis de nombreuses générations. Mais les réformes et les idées du 16^e siècle ont également entraîné des divisions et des condamnations mutuelles. Dans la mesure où celles-ci font désormais l'objet de discussions, le 500^e anniversaire aura une tonalité nettement différente de celle des principales étapes qui l'ont précédé.

En premier lieu, la cinquième série de discussions de la Commission luthéro-catholique romaine sur l'unité préparera, à l'intention des Églises, une déclaration sur la dimension œcuménique de 2017. Cette déclaration ne cherchera pas à apporter quelque chose de neuf dans les domaines de la recherche historique ou de la perspective théologique : il s'agit plutôt de faire le point sur les travaux réalisés au long de plusieurs décennies de relations œcuméniques. Considérée dans cette perspective, la « réforme » est un besoin permanent et un processus continu au sein de l'Église, ce qui permet de considérer du point de vue de leur importance pour toute l'Église les circonstances urgentes qui ont amené Martin Luther à faire ce qu'il a fait au 16^e siècle. La dimension d'inclusivité œcuménique sera elle aussi fortement soulignée lors des célébrations prévues à Lutherstadt Wittenberg elle-même. La création du Centre de la FLM, en 2008, visait à donner un cadre à l'accueil œcuménique dans la ville de Luther. Dans le Jardin de Luther, on trouvera notamment 500 arbres donnés par des communautés du monde entier, avec, à la place d'honneur, des arbres plantés par les partenaires œcuméniques de la FLM.

Une autre dimension importante qui contribuera à donner le ton des festivités de 2017 consistera à rappeler, à réévaluer et à regretter l'histoire des

relations avec les Églises de la famille anabaptiste. La FLM a maintenant une longue expérience des dialogues œcuméniques impliquant des partenaires avec lesquels les Églises luthériennes ont, par le passé, échangé des condamnations. Mais, dans ce cas particulier, les condamnations explicites ont été prononcées uniquement du côté luthérien. Non seulement les instances luthériennes ont lancé des anathèmes théologiques mais, en outre, elles ont persécuté et même exécuté des anabaptistes – des persécutions qui n'ont pas été rendues. S'appuyant sur les résultats positifs des dialogues régionaux, la Commission d'étude internationale luthéro-mennonite s'est penchée sur cette histoire difficile entre les deux familles. Le fait même de rappeler cette histoire dans un compte rendu commun devient un acte de réconciliation. Les luthérien(ne)s ont découvert qu'ils/elles ont souvent minimisé l'importance de ces persécutions – et les ont parfois même oubliées – alors que leur souvenir n'a pas cessé de jouer un rôle important dans la formation de nombreuses communautés anabaptistes. Toutefois, du côté luthérien, des personnalités importantes se sont opposées aux persécutions : si Martin Luther et Philipp Melancthon les ont encouragées, un personnage relativement oublié comme Johannes Brenz a démontré qu'accepter la Confession d'Augsbourg n'impliquait pas nécessairement l'élimination des anabaptistes par la violence. Il conviendrait que l'enseignement luthérien contemporain accorde plus d'attention à des histoires telles que la sienne.

D'importantes divergences demeurent entre ces deux familles, notamment pour ce qui concerne la conception du baptême et des relations entre l'Église et l'État. Cela dit, luthérien(ne)s et mennonites collaborent déjà en un certain nombre de lieux pour répondre aux besoins humains. Des relations d'un type nouveau pourront s'établir lorsque les luthérien(ne)s tiendront dûment compte de la douloureuse histoire des torts causés à cette partie de la famille chrétienne. En 2010, l'Assemblée de Stuttgart devrait adopter un texte qui exprimera les regrets et le repentir des luthérien(ne)s pour cet héritage de persécution violente.

DES CERCLES TOUT TOUJOURS PLUS LARGES DE COOPÉRATION ENTRE CHRÉTIENS DANS UN MONDE EN MUTATION

La FLM continue à participer et à soutenir activement les travaux d'autres organisations œcuméniques. Si la coopération entre chrétien(ne)s dépasse largement les structures familiales du mouvement œcuménique, il reste encore beaucoup à faire.

Parmi les nombreux partenaires de la FLM, le Conseil œcuménique des Églises (COE) conserve

une place unique et indispensable. Par exemple, la Commission de foi et constitution organise régulièrement des forums bilatéraux qui encouragent la cohérence entre celles et ceux qui participent à des dialogues bilatéraux. À titre d'exemple de collaboration à des programmes, la FLM a décidé que sa participation à la *Décennie « vaincre la violence » (2001-2010)* du COE se ferait au travers d'une action concertée centrée sur le genre, poursuivant ainsi les efforts de la *Décennie œcuménique des Églises solidaires des femmes* organisée par le COE. La brochure *Les Églises disent « non » à la violence envers les femmes – Plan d'action pour les Églises* présente une perspective bien claire, fondée sur la foi, et c'est l'un des documents de la FLM qui a été le plus traduit et diffusé, la plupart du temps grâce à des initiatives locales.

Dans son travail courant, le personnel du Secrétariat de la FLM dépend de multiples manières des relations de partenariat avec le COE, dont certaines sont évoquées ici. Des spécialistes du COE s'associent aux collaboratrices et collaborateurs de la FLM basé(e)s à Genève pour animer un cours annuel destiné aux étudiant(e)s en théologie sur le thème « L'Église œcuménique et la mondialisation » ; ce cours a pour but de donner une formation œcuménique et interreligieuse à de futur(e)s responsables d'Églises de toutes les régions. Chaque fois que c'est possible, la FLM s'efforce d'aborder les problèmes sociaux, économiques et politiques urgents sous des formes en rapport avec ce qui se fait au COE. Une préoccupation commune a incité des collègues de la FLM et du COE, en association avec des partenaires locaux, à organiser et financer la Conférence œcuménique mondiale sur la justice pour les dalits, qui s'est tenue en mars 2009 à Bangkok, en Thaïlande. Le fait que les secrétariats centraux de la FLM et du COE se trouvent au même endroit à Genève donne aux collaboratrices et collaborateurs des deux organisations la possibilité de mettre en commun certaines ressources dans des domaines tels que la technologie et d'autres aspects opérationnels. Le Bureau des finances et le Bureau du personnel de la FLM s'efforcent de coordonner un certain nombre de services administratifs : si les contraintes financières peuvent limiter certains de ces arrangements, ceux-ci ont, dans l'ensemble, bien servi les intérêts de la FLM.

C'est peut-être le Bureau des services de communication qui a le plus développé, avec une volonté délibérée, la collaboration au Centre œcuménique, en permettant à la FLM et au COE d'assurer la couverture médiatique d'événements importants tels que les réunions annuelles du Forum social mondial et d'élaborer une base terminologique œcuménique commune. Le partenariat dans le domaine de la communication est plus large encore dans la mesure où y participent également les deux

autres organisations d'Églises basées au Centre œcuménique, à savoir l'ARM et la Conférence des Églises européennes (KEK), notamment au travers des Nouvelles œcuméniques internationales (ENI), agence d'information fondée en commun en 1994. ENI détermine sa position en fonction de l'objectif commun de ces organisations : être une agence d'information globale indépendante, informée théologiquement et ouverte aux différentes cultures, qui présente des informations sur les événements œcuméniques et autres événements en rapport avec l'Église et qui donne des points de vue religieux sur les événements qui se produisent dans le monde. Le BSC assure aussi la mise en page de *Update*, le bulletin de l'ARM, et ses expert(e)s collaborent régulièrement à des forums et à des processus qui visent à améliorer les activités des organisations d'Églises dans le domaine de la communication.

Le travail auprès des jeunes constitue aussi un bon exemple de l'intensification des alliances thématiques. La collaboration avec des organisations œcuméniques de jeunesse (Alliance mondiale des Unions chrétiennes de jeunes gens, Alliance mondiale des Unions chrétiennes féminines, Fédération universelle des Associations chrétiennes d'étudiants et COE) a été renforcée par l'organisation de réunions régulières, par l'envoi de délégations communes de jeunes à des réunions des Nations Unies et par une étroite coopération pour l'accompagnement de jeunes stagiaires à Genève.

En outre, la FLM cherche de plus en plus à établir des relations avec des chrétiens et chrétiennes qui ne relèvent pas des structures mises en place par le mouvement œcuménique proprement dit et qui représentent quelque 25% des chrétien(ne)s du monde, avec notamment un grand nombre de membres des Églises en croissance rapide qui sont en train de modifier la carte du christianisme mondial. Par exemple, la FLM a commencé à créer un réseau de relations avec des chrétien(ne)s pentecôtistes. De son côté, le Centre d'études œcuméniques de Strasbourg poursuit depuis plusieurs années, au nom de la FLM, des conversations avec les pentecôtistes. En 2008, l'un des séminaires organisés par le DTE sur le thème « La théologie dans la vie des Églises » a été centré sur les conceptions et les pratiques luthérien(ne)s face aux mouvements néo-pentecôtistes, en particulier en Afrique. La présence des pentecôtistes marque profondément le caractère du Forum chrétien mondial, structure conçue spécifiquement pour inclure de tels groupes et qui a reçu un important soutien luthérien par le biais à la fois de la FLM et de ses Églises membres. Toutes ces activités vont dans le sens du désir d'un engagement plus intense et systématique en direction des pentecôtistes, et il sera recommandé, pour les années à venir, d'ouvrir avec eux/elles un dialogue officiel.

Un autre élément important de ces cercles toujours plus larges de relations avec les autres chrétien(ne)s est la coopération croissante, dans tous les aspects de l'activité des Églises, à ce qu'on appelle parfois des « dialogues de vie ». Dans le monde entier, il existe des relations formelles entre organismes chrétiens dans une écologie beaucoup plus vaste de vie partagée. Dans sa diaconie, qui est une caractéristique de ses activités depuis plus de 60 ans, la FLM a de plus en plus une conscience œcuménique d'elle-même qui l'incite à multiplier les occasions de collaboration œcuménique. Le lancement, en mars 2010, de l'Alliance ACT, regroupant les activités des réseaux d'aide d'urgence et de développement d'ACT (Action commune des Églises), ne constitue pas le point de départ d'un tel témoignage commun, mais accentue encore cette dimension.

TRAVAUX INACHEVÉS

Quiconque étudie de près l'activité de la FLM ne peut manquer de constater le sérieux de son engagement œcuménique à tous les niveaux de sa vie. Pourtant, dans la Communion luthérienne comme partout dans l'Église, la volonté d'unité exige d'aller plus loin encore.

D'une part, les accords déjà conclus dans le domaine théologique devraient permettre un plus grand degré de vie commune entre les Églises que cela n'a été souvent le cas. Avec les Églises réformées, par exemple, ou avec l'Église anglicane, il n'y a aucune différence doctrinale de fond qui empêcherait de nombreuses Églises de s'associer à celles qui vivent déjà en communion – « en communion de chaire et d'autel » – les unes avec les autres. Avec d'autres traditions aussi, il serait déjà possible d'avoir une vie commune plus intense qu'on ne le prétend généralement. Il reste beaucoup à faire pour réformer l'enseignement de la théologie et la formation spirituelle des nouvelles générations conformément aux nouvelles convictions œcuméniques.

Par ailleurs, les innombrables accords locaux de mission et de témoignage communs pourraient être plus systématiquement repris dans des accords formels. Un exemple en est l'Académie internationale pour la diaconie et l'action sociale (Interdiac) à Český Těšín, en République tchèque. Fondée en 2008 avec des partenaires de neuf pays d'Europe centrale et orientale, Interdiac regroupe des Églises et organisations luthériennes, réformées et œcuméniques, y compris des membres d'organisations orthodoxes non gouvernementales. Des initiatives de ce genre pourraient servir de modèles et d'exemples si on pouvait les communiquer plus largement. Malheureusement, les structures et habitudes actuelles de communication ne permettent pas de faire suffisamment connaître, dans d'autres parties de la

vie ecclésiale, les progrès réalisés dans un contexte particulier de la rencontre entre chrétien(ne)s.

La réception – terme œcuménique correspondant à la question : « Et après ? » – reste donc le principal défi de l'activité œcuménique : quels sont les changements qu'apportent « à la base » les accords conclus par les spécialistes œcuméniques ? De plus en plus, il apparaît que la question se pose aussi dans l'autre sens : comment la discussion théologique peut-elle être enrichie par les progrès et les défis de la coopération œcuménique pratiquée dans les communautés locales ? Il y a de nombreux puits où trouver la sagesse œcuménique, aussi celle-ci doit-elle être alimentée à la fois par les ressources de l'étude théologique classique et par une analyse contextuelle intelligente faite au service du témoignage fidèle. Si la FLM dispose d'un vaste éventail de ressources pour promouvoir les efforts en vue de l'unité chrétienne, encore faut-il que ceux-ci soient conjugués. Trop souvent, il apparaît difficile d'intégrer les conclusions d'un dialogue dans la préparation des pasteur(e)s, dans les relations entre Églises locales et dans la vie des paroisses. Là où ils existent, les comités nationaux de la FLM peuvent contribuer activement à favoriser la réception et à faire connaître de précieuses réactions, même si, de leur côté, certaines Églises formulent elles aussi des commentaires utiles. Mais trop souvent, plutôt que d'être cuites dans le pain commun qui pourrait nourrir la vie quotidienne des Églises, les graines d'une plus étroite coopération entre chrétien(ne)s sont semées dans le sol d'initiatives œcuméniques dont on compte récolter une meilleure compréhension au niveau institutionnel.

UN NOUVEL ACCENT SUR LES RELATIONS ENTRE RELIGIONS

À mesure que s'élargissent les cercles des conversations et de la collaboration entre chrétien(ne)s, ils viennent recouper certaines activités similaires au niveau des relations entre religions. Notre époque se caractérise notamment par le fait qu'on a de plus en plus conscience de la diversité des religions, aussi devient-il toujours plus urgent d'avoir la volonté de s'engager fidèlement en ce sens. Les réactions des Églises du monde entier au tsunami de 2004 ont montré les possibilités de faire quelque chose en commun. Depuis longtemps, les projets du Département d'entraide mondiale (DEM) impliquent non seulement des contextes interreligieux mais aussi des collaboratrices et collaborateurs de diverses religions, et tout cela alimente une expérience et une sagesse collectives qui profitent à l'ensemble de la Fédération. Dans ses relations interreligieuses comme dans son activité œcuménique, il y a longtemps que la FLM a compris que ses activités en faveur de la défense des causes et du développement et sa volonté de

compréhension et de transformation mutuelles entre communautés de foi – la *diapraxis* et le dialogue – sont les deux jambes sur lesquelles nous devons avancer ensemble.

Les Églises membres sont conscientes de la nécessité de disposer de ressources théologiques qui les aident à établir et entretenir des contacts avec les adeptes d'autres religions. Par exemple, dans le Sud, une certaine inquiétude se manifeste face à la popularité, dans leur contexte, de divers mouvements spiritualistes, ce qui a amené le DTE à lancer un programme d'étude sur ces phénomènes, avec des colloques en Europe, en Asie et en Afrique, d'où est sorti un document de synthèse intitulé *Spirits, Ancestors and Healing: A Global Challenge to the Church*. Certains aspects théologiques des relations entre religions ont été traités dans des bulletins thématiques distribués sur le site *Thinking It Over*, à l'usage de contextes locaux.

Étant donné la situation mondiale actuelle, il n'est pas surprenant que, ces dernières années, la FLM se soit particulièrement intéressée aux relations avec l'islam. Par l'intermédiaire du DTE, cette question a été abordée de différentes manières. L'ouvrage intitulé *Dialogue and Beyond – Christians and Muslims Together on the Way* (LWF Studies 01/2003) fait le point sur de nombreuses années de travail en ce domaine. Les relations entre chrétien(ne)s et musulman(e)s dans des situations de conflit ou de paix au Danemark, en Indonésie et au Nigéria ont été analysées et comparées dans le programme d'étude *Bridges Instead of Walls* et dans le livre publié sur le même thème. Dans la série « Théologie dans la vie de l'Église », le livre *Deepening Faith, Hope and Love in Relations with Neighbors of Other Faiths*, qui s'appuie sur ces trois piliers de l'identité chrétienne que sont la foi, l'espérance et l'amour, étudie certaines des questions théologiques qui se posent lorsque des chrétien(ne)s discutent, en Europe et dans le monde entier, avec leurs voisin(e)s adeptes d'autres religions. En coopération avec les Communions chrétiennes mondiales et avec le COE, la FLM a co-parrainé un « colloque intra-chrétien » très particulier, auquel ont participé des responsables d'Églises et des spécialistes, en réponse à la lettre intitulée « Une parole commune entre nous et vous » envoyée en 2007 par un certain nombre de personnalités musulmanes. Ce qui a donné à ce colloque son caractère particulier, c'est qu'il rassemblait des spécialistes du dialogue islamo-chrétien et des responsables chrétien(ne)s dont les communautés vivent de multiples manières la coexistence avec une communauté musulmane. En 2009, la FLM a organisé en Indonésie un colloque au cours duquel des spécialistes chrétien(ne)s et musulman(e)s du monde entier ont étudié leurs conceptions respectives de « la liberté et la res-

ponsabilité » dans les domaines de la théologie, de l'identité religieuse et des relations mutuelles en vue du bien commun. Dans bon nombre de ces conversations, des perspectives spécifiquement luthériennes ont été mises en évidence.

Parallèlement, la FLM a poursuivi ses activités en relation avec d'autres religions du monde. Avec les bouddhistes, il s'agit d'approfondir les perspectives sur la vie économique aujourd'hui. En outre, la FLM accorde de plus en plus d'attention aux traditions religieuses autochtones, dans le souci de renforcer la solidarité avec les populations autochtones et de distinguer le rôle capital que jouent ces perspectives spirituelles dans les communautés pour réagir au changement climatique et en corriger les effets. Compte tenu de la position très claire adoptée par la FLM concernant la discrimination à l'égard des dalits, fortement enracinée dans la tradition hindoue, il pourrait être utile d'établir un dialogue sur une large base avec l'hindouisme.

EXEMPLES DE DIAPRAXIS INTERRELIGIEUSE :

Action interreligieuse pour la paix en Afrique (AIPA)

La *diapraxis* interreligieuse est une expression utilisée pour décrire une relation concrète, une expérience vécue de coexistence et de coopération par-delà les frontières religieuses. La FLM a une longue expérience de la *diapraxis* interreligieuse, grâce notamment à l'expérience d'Églises membres qui vivent dans un contexte multireligieux et grâce aussi aux multiples activités diaconales et humanitaires qui, bien souvent, sont mises au service de personnes pratiquant d'autres religions ou font appel à leurs services.

Une expression particulièrement importante de cette expérience et de cette volonté de *diapraxis* interreligieuse est le processus de l'Action interreligieuse pour la paix en Afrique (AIPA) que la FLM a lancé lors d'un sommet qui s'est tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, en octobre 2002, et qu'elle soutient depuis la Dixième Assemblée.

Les participant(e)s à ce sommet inaugural ont pris un engagement qui a orienté les activités de l'AIPA au cours des années suivantes : « Embrasser le don de la paix qui vient de toutes nos traditions et valeurs religieuses, c'est-à-dire travailler en faveur de la paix et parler de la paix, dépasser les déclarations communes pour passer aux actions communes, promouvoir la repentance, le pardon et la réconciliation, et chercher à guérir les terribles souvenirs de violence et conflit qui hantent nos peuples ».

Un second sommet, avec une participation beaucoup plus large, qui s'est tenu en avril 2005 à Johannesburg, a adopté le Manifeste de Kopanong, qui esquisse un

plan d'action pour l'avenir. Depuis lors, l'AIPA a poursuivi toute une série d'autres activités et initiatives : rencontres d'édification de la paix dans des régions affectées par des conflits ou par les séquelles d'un conflit ; renforcement des capacités de groupes de femmes interreligieuses, un accent tout particulier étant mis sur les questions relatives à l'eau ; participation de jeunes à une action interreligieuse pour la paix sur le continent ; mise en place d'un instrument de recherche et d'analyse des problèmes liés aux approches interreligieuses de promotion de la paix. « Le cri d'une mère pour une Afrique en bonne santé » – tel est le titre de l'une des campagnes de signatures de l'AIPA qui appelle les femmes à participer plus activement aux initiatives d'édification de la paix sur le continent. En mars 2008 a été lancé un projet pilote pour la gestion communautaire interreligieuse des infrastructures de ressources en eau dans la région de Kirehe, au Rwanda, en partenariat avec le Conseil interreligieux du Rwanda, Nestlé SA et les autorités rwandaises.

L'AIPA a contribué à sensibiliser beaucoup de gens au sein de la FLM, en particulier dans les Églises membres d'Afrique, au potentiel offert par la coopération interreligieuse concrète, à la fois pour poursuivre des objectifs communs tels que la paix et le développement et pour établir des relations de confiance plus solides par-delà les frontières religieuses.

Dialogue de vie : dans la souffrance, trouver une cause commune

En 2006 s'est tenu à Medan (Indonésie) un colloque organisé par la FLM auquel ont participé des chrétiens et des musulmans de ce pays pour tirer des leçons des expériences vécues à la suite du tsunami. Face à la souffrance et à la détresse, les personnes croyantes ont réagi ensemble, toutes étant d'accord pour admettre que se soucier du don divin de la vie est un mandat divin. Dans ces conditions, lorsque les gens reconnaissent en face d'eux des compagnes et des compagnons plutôt que seulement « l'autre », ils commencent à considérer de façon moins défensive les différences religieuses. Les pratiques de l'hospitalité envers l'autre contribuent à créer de nouvelles réalités dans lesquelles de nouvelles formes de but commun sont alors possibles.

CONCLUSION

Les rencontres avec d'autres communautés de foi suscitent en même temps qu'elles demandent plus que la simple connaissance : elles appellent à une transformation qui engage non seulement la personne tout entière, mais aussi la communauté. La formation des leaders en ce sens est au cœur des colloques de la FLM réunissant des théologiens, des étudiants et des responsables d'Églises. La formation à la rencontre œcuménique et interreligieuse doit préparer

des personnes capables de réfléchir aux préoccupations communes « à l'intérieur et à l'extérieur » de la tradition particulière de chacune. Ainsi, « la tâche de la réflexion théologique est de rendre possible le discernement au cœur de ces processus ; la compétence interreligieuse doit permettre de faire un usage constructif de la réflexion théologique et de participer de manière fructueuse au débat interreligieux ». (Simone Sinn, *Deepening Faith, Hope and Love in Relations with Neighbors of Other Faiths*, Theology in the Life of the Church Series, vol. 2, p. 16)

PRIORITÉ 3: TÉMOIGNER AU SEIN DE L'ÉGLISE ET DE LA SOCIÉTÉ DE LA GUÉRISON, DE LA RÉCONCILIATION ET DE LA JUSTICE DE DIEU

La conjonction des trois dimensions de la Communion luthérienne que sont la foi, la diaconie et la défense et promotion des droits est ce qui permet à la Fédération luthérienne mondiale (FLM) d'être une protagoniste à part entière sur la scène du monde. Le fait que ses convictions et ses pratiques sont enracinées dans la foi chrétienne lui permet de collaborer avec d'autres organisations pour aller à la rencontre des personnes particulièrement vulnérables et les servir. L'un des résultats de cette coopération est la promotion de politiques qui ont pour but de faire progresser la réconciliation, la justice et le bien commun.

L'activité diaconale de la FLM au niveau international demeure une expression fondamentale et concrète de ce que signifie, selon sa conception, être l'Église à l'échelle du monde. En fait, les nombreuses expériences de cette activité multiforme et les leçons qu'elle en tire sont ce qui rend plus visibles et distinctifs d'autres aspects du témoignage public de la Fédération. La participation active des communautés locales en tant que partenaires de la FLM accroît la crédibilité des activités de défense et promotion des droits que celle-ci entreprend, ce qui, à son tour, permet à son travail dans le domaine théologique d'être plus directement branché sur la vie réelle, et à ses fruits dans le domaine religieux d'être plus visibles.

Ces dernières années, l'activité théologique de la FLM, notamment dans le programme « Théologie et Église », s'est poursuivie pour une bonne part dans le contexte des défis actuels que pose la mondialisation. Cela tient en premier lieu au fait que la théologie est un processus permanent de réflexion qui se déroule en communauté, lorsque des personnes qui ont des convictions religieuses affrontent et identifient honnêtement les réalités quotidiennes qu'elles vivent. En second lieu, il s'agit d'analyser les facteurs qui sont à l'arrière-plan de ce qui est entendu et ressenti, en particulier les facteurs sociaux, économiques, poli-

tiques et culturels plus généraux – qu’il s’agisse de structures, d’idéologies ou de politiques – qui sont la cause totale ou partielle d’une situation particulière. En troisième lieu, il est nécessaire de réfléchir à tout cela dans une perspective proprement luthérienne, afin de mettre en évidence les problèmes qui émergent et de poursuivre les efforts pour donner les moyens d’agir aux personnes les plus touchées par la souffrance, les conflits et les injustices et pour leur apporter une espérance transformatrice.

De façon générale, les réalités de la souffrance et de l’injustice sont si solidement établies ou tellement répandues que la plupart des gens ont l’impression de ne rien pouvoir faire pour les changer : pour eux, les choses semblent ne pouvoir être autrement. Partout, les Églises sont confrontées à des luttes pour affirmer la dignité des personnes et pour corriger des situations d’injustice, en particulier dans les régions du monde où les Églises luthériennes connaissent la plus forte croissance. Les gens sont confrontés à une pauvreté générale, à des maladies mortelles, à des infrastructures et politiques publiques inadéquates, à la pénurie de ressources, de moyens et de services de base. Comment alors la FLM témoigne-t-elle – dans l’Église et dans la société – de la guérison, de la réconciliation et de la justice de Dieu ?

LA DIACONIE EN PRATIQUE

En 2007, célébrant à Lund (Suède) son 60^e anniversaire, la FLM a rappelé les années qui ont suivi la Deuxième guerre mondiale et la solidarité manifestée par les Églises luthériennes du monde entier qui, ensemble, se sont alors engagées à aider les plus de 20 millions de réfugié(e)s en Europe. Cet enracinement de la FLM dans le service a donné naissance à un engagement permanent plus large : coopérer au niveau mondial en tant que réseau d’Églises luthériennes et d’institutions partenaires, essentiellement au travers du Département d’entraide mondiale (DEM), qui est devenu un pilier essentiel de ce qu’est la FLM aujourd’hui.

Si l’activité diaconale internationale de la FLM, coordonnée par le Secrétariat de Genève, conserve un caractère assez unique parmi les organisations ecclésiales mondiales, son enracinement local et ses relations multilatérales et internationales reflètent son identité distincte et ses avantages particuliers. Bras humanitaire de la Fédération intervenant dans 36 pays à travers le monde, le DEM a la volonté de « rendre justice au malheureux et à l’indigent » (Psaume 82,3) partout où les besoins à couvrir dépassent les capacités des Églises et gouvernements locaux.

Dans les pays où des Églises membres de la FLM sont présentes, les programmes du DEM encouragent et soutiennent leur activité diaconale, en particulier par l’organisation conjointe d’inter-

ventions humanitaires et la réalisation en commun de projets de développement. En fondant ses actions sur la coopération et la collaboration, le DEM favorise un esprit d’ouverture – dans le véritable esprit chrétien de la diaconie – qui va bien au delà de simples partenariats entre Églises. Aujourd’hui, cette activité est soutenue non seulement par des Églises et des institutions liées aux Églises, mais aussi par des institutions des Nations Unies, des gouvernements et des fondations privées.

Les approches communautaires fondées sur la participation sont depuis longtemps la clé qui permet de comprendre ce que fait la FLM pour le développement durable. Depuis 2004, dans tous les programmes du DEM, les efforts portent essentiellement sur la promotion, dans les activités en faveur du développement, d’une approche fondée sur les droits (AFD). L’AFD s’inspire d’une perspective globale qui, à la fois, met l’accent sur l’application des principes des droits humains et remet en cause les structures de pouvoir qui favorisent l’exclusion, le sous-développement et la pauvreté dans la société. Au niveau local, cette approche fournit aux gens des instruments qui leur permettent de comprendre le rôle qu’ils doivent assumer : ils ont des devoirs, et notamment l’obligation de demander des comptes aux prestataires de services. Au cours de la période couverte par le présent rapport, le DEM a élaboré des lignes directrices sur la défense des droits et encouragé une formation sérieuse visant à renforcer l’application concrète de l’AFD dans les nombreux pays où intervient le bras humanitaire de la FLM.

De nombreux programmes du DEM ont élaboré des plans d’action locaux pour appliquer l’AFD dans toutes leurs activités, et d’autres programmes sont en train d’en faire autant. Pourtant, on constate encore d’importants hiatus entre cette approche et les réalités concrètes, surtout dans la mesure où il est souvent difficile de modifier les attitudes et le comportement du personnel. Pour diffuser plus largement l’AFD, il est décisif de renforcer les méthodes fondées sur la participation.

DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS LOCALES

Ces dernières années, une importante évolution s’est produite dans la manière de considérer les crises humanitaires. L’effondrement de l’État dans plusieurs pays ainsi que les catastrophes fréquentes et réitérées dues à des causes naturelles ont modifié la perception du désastre, qui n’est plus un événement soudain et exceptionnel, mais une crise récurrente et chronique. Dans ce contexte, la conception de l’assistance à apporter aux populations touchées a elle-même évolué et, désormais, cette assistance est faite d’interventions intégrées qui combinent

l'assistance, la défense et promotion des droits, les approches diplomatiques et militaires, la prise en considération du développement et la préparation aux catastrophes.

L'objectif à long terme du DEM n'est pas d'apporter un soutien et une assistance permanents mais plutôt de mettre en place, au niveau local, des capacités permettant de répondre aux besoins des communautés après une catastrophe. Travaillant en collaboration avec les Églises membres de la FLM mais aussi dans un cadre œcuménique, le DEM a la volonté de transférer la propriété et la responsabilité de ces programmes au niveau local. Par exemple, les anciens programmes nationaux de la Tanzanie et de l'Inde sont maintenant dirigés et gérés, au niveau local, par les Églises membres de la FLM et le Conseil national des Églises de ces pays. Les programmes localisés continuent à coopérer très étroitement avec la FLM au titre de « programmes associés ». En fait, pour le DEM comme pour les organisations locales, il s'agit en permanence d'observer scrupuleusement et de renforcer les normes applicables aux programmes et à leur administration afin de satisfaire aux exigences des bailleurs de fonds et de faire en sorte que le ministère diaconal s'exprime de la meilleure façon possible.

Dans tous les pays où le DEM est présent, les différents partenaires cherchent à favoriser la formation, la croissance et le renforcement des capacités d'ACT International (Action commune des Églises), alliance mondiale d'Églises et d'institutions rattachées basée à Genève qui a pour mission de sauver des vies et d'aider des communautés en situation d'urgence dans le monde entier. Cofondatrice d'ACT International en 1995, la FLM en reste le partenaire sur le terrain le plus important et le plus actif. Ces dernières années, le DEM a participé à la création du réseau d'ACT Développement et à celle, plus récente, de l'Alliance ACT unifiée, qui a été lancée cette année.

La dimension diaconale de la FLM, qui s'appuie sur l'enracinement local et sur des partenariats multilatéraux et internationaux, s'exprime également au travers du Département de mission et de développement (DMD), chargé de faciliter des projets destinés à soutenir les activités des Églises membres. D'une part, la forme et l'axe du soutien multilatéral apporté à toute une série d'activités des Églises membres ont changé ; d'autre part, on a amélioré la capacité des organisations liées aux Églises à fournir un soutien bilatéral. Dans ce contexte, la FLM a identifié les domaines dans lesquels une approche multilatérale pourrait apporter quelque chose de plus. L'un de ces domaines est le respect des normes pour que la planification du soutien apporté à des projets internationaux et les rapports correspondants se fassent de manière professionnelle, l'objectif étant de veiller à ce que le « partage des ressources » ne

devienne pas une course aux ressources dans laquelle ne survivra que le plus apte. C'est pourquoi le DMD continue à accompagner les Églises membres qui ont entrepris ensemble de développer leurs capacités en la matière ; pour ce faire, il soutient des projets qui stimulent les processus de transformation au sein des Églises et dans leurs contextes sociaux respectifs. Il aide les Églises membres à poursuivre des processus d'apprentissage qui encouragent la réflexion, favorisent le développement des capacités et, le cas échéant, modifient la conception qu'elles ont de leurs rôles et responsabilités dans la diaconie. C'est désormais une partie importante de l'activité du DMD et c'est le point fort du Programme global de renforcement des capacités.

DÉFENSE ET PROMOTION DES DROITS

Ainsi, la diaconie prophétique – qui consiste à vouloir changer ce qui cause les injustices ou y contribue – devient un prolongement évident et un aspect de plus en plus indispensable de l'activité diaconale de la FLM. Au cours de ces dix dernières années, les campagnes de pression et de défense des droits menées aux niveaux national, régional et international ont pris de plus en plus d'importance pour corriger les graves violations des droits humains, les politiques et pratiques injustes ainsi que d'autres effets négatifs de la mondialisation économique néolibérale. S'il est vrai que les activités de plaidoyer de la FLM sont coordonnées par le Bureau des affaires internationales et des droits de la personne, cela se fait en collaboration avec les activités d'autres unités de la FLM qui touchent à la diaconie, à la théologie et à la communication, ainsi qu'avec les Églises membres et les institutions partenaires.

Pour cette activité de défense et promotion des droits – qui est un prolongement de la diaconie – auprès d'organisations mondiales et multinationales, la FLM est bien placée à Genève, et elle est tenue en haute estime dans différentes institutions des Nations Unies telles que le Conseil des droits de l'homme. Lorsque que la FLM intervient au travers des organes créés au nom des traités internationaux des droits de l'homme et du mécanisme de l'Examen périodique universel (EPU), elle s'appuie sur des éléments fournis par ses Églises membres, ses programmes et ses partenaires. D'autres possibilités sont envisagées dans le cadre du nouveau Programme sur la responsabilité en matière de droits humains lancé par la FLM. Celle-ci organise aussi des ateliers de formation aux droits humains destinés à promouvoir le renforcement des capacités, et propose des considérations théologiques et pratiques sur la manière dont les Églises, en collaboration avec d'autres, peuvent exiger des gouvernements qu'ils rendent mieux compte de la responsabilité qui leur incombe

d'œuvrer au bien commun. Comme l'a demandé l'Assemblée de Winnipeg, on a prêté une attention particulière aux perspectives et préoccupations des communautés autochtones et dalits, dans le cadre de différents colloques ainsi que dans des forums organisés en relation avec les Nations Unies.

INTÉGRER LA THÉOLOGIE, LA DIACONIE, ET LA DÉFENSE ET PROMOTION DES DROITS

On peut illustrer les formes sous lesquelles confluent et se renforcent mutuellement la théologie, la diaconie et la défense des droits en évoquant ce que fait la Fédération à propos de quelques problèmes clés touchant la guérison, la réconciliation et la justice dans le monde d'aujourd'hui : il s'agit du VIH et du SIDA, de l'injustice économique (en particulier la dette illégitime) et du changement climatique. Dans chaque cas, c'est le vécu sur le terrain – en particulier par ceux qui agissent dans les Églises membres ou qui travaillent dans des programmes internationaux de diaconie – qui constitue le point de départ des campagnes de pression et d'action de la FLM.

VIH et SIDA

Le rapport du Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/sida – ONUSIDA 2008 cite un certain nombre d'indicateurs de succès de la lutte globale contre l'épidémie du VIH et du SIDA, parmi lesquels la diminution du nombre de personnes infectées par le VIH – selon les estimations, ce chiffre est passé de 3 millions en 2001 à 2.7 millions en 2007, ce qui indique une stabilisation globale du pourcentage de personnes vivant avec le VIH. Le nombre de personnes décédées de maladies liées au VIH a également diminué, passant d'environ 2.2 millions en 2005 à 2 millions en 2007. Dans les pays en développement, à la fin de 2007, quelque 3 millions de personnes avaient reçu un traitement contre le VIH dans des hôpitaux et des dispensaires, soit 10 fois plus que cinq ans auparavant. Pourtant, le nombre de gens qui vivent avec le VIH reste élevé au niveau mondial : 33.2 millions à la fin de 2007. Cela souligne la nécessité de multiplier les efforts pour combattre cette épidémie.

Lancée en 2002 pour inciter les Églises à participer activement à la lutte contre cette épidémie, la campagne de la FLM sur le VIH et le SIDA s'est fondée sur le vécu des communautés dans les régions le plus affectées. S'appuyant sur des arguments bibliques et théologiques, elle a spécifiquement mis en question la stigmatisation et la discrimination qui empêchent les gens de recevoir les soins dont ils ont besoin pour être guéris et retrouver leur intégrité. Cette campagne a été lancée au cours de la première partie de cette décennie, à un moment où les taux de

prévalence étaient en nette augmentation et où des éléments inquiétants indiquaient que bien souvent, là où on avait atteint le stade d'une véritable pandémie, les Églises contribuaient à aggraver le problème au lieu de prendre la tête de la lutte nécessaire. À partir de là, les activités ont été menées dans la perspective de quatre objectifs stratégiques :

1. Encourager les Églises membres à agir ou à renforcer leur action en ce domaine, en s'appuyant sur un fonds de soutien aux projets créé par la FLM. Ces six dernières années, un montant de quelque 1.7 million de dollars a été affecté à 75 petits projets.
2. Faire participer les responsables d'Églises, en particulier par le moyen d'une éducation par les pairs visant à modifier leur attitude à l'égard des gens vivant avec le VIH et le SIDA. Une enquête a permis de constater une évolution très nettement positive dans l'attitude des responsables d'Églises qui, par leur expérience personnelle et en se soutenant mutuellement, ont appris à affronter les problèmes difficiles.
3. Encourager les Églises membres à collaborer avec d'autres protagonistes de la société et, au niveau mondial, à participer à la lutte contre l'épidémie. Presque toutes les Églises ont établi des relations multiples, par exemple avec des organisations gouvernementales, non gouvernementales et d'inspiration religieuse. La collaboration au niveau mondial avec l'Alliance œcuménique « agir ensemble », basée à Genève, a joué un rôle important.
4. Renforcer les capacités et faciliter l'accès à des ressources financières auprès de sources extérieures aux Églises. Plusieurs ateliers ont été organisés dans les régions. Les sous-régions d'Afrique ont également pris des initiatives de renforcement des capacités ; la Communion luthérienne en Afrique australe (LUCSA), notamment, s'est montrée particulièrement active et efficace dans son Programme d'action contre le SIDA. Les Églises doivent demander et peuvent trouver un financement auprès du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (FMLSTP) ainsi que d'autres importants bailleurs de fonds, qui ont déjà fourni une aide financière à certaines Églises.

Il est également apparu nécessaire de disposer d'un manuel complet de la FLM qui aiderait les personnes chargées de fournir des soins dans les communautés locales et qui expliquerait la motivation théologique luthérienne pour justifier

la participation des Églises. Un tel ouvrage, qui servirait également de guide pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination, proposerait des informations en matière de santé, des perspectives fondées sur le genre ainsi que des recommandations sur l'assistance pastorale, les soins à domicile et les campagnes de sensibilisation. On a aussi voulu porter attention à la manière dont ce thème est abordé dans l'enseignement théologique et la formation pastorale. Des personnes expérimentées, particulièrement actives dans ces secteurs, ont été réunies pour participer à la rédaction de ce guide de travail intitulé *Grâce, assistance et justice*, qui a été élaboré conjointement par le DMD et le DEM. Le manuel a été publié en 2007 dans les quatre langues de la FLM, et certaines Églises membres en ont fait des traductions en langues locales.

Si presque tous les programmes sur le terrain du DEM abordent la question du VIH et du SIDA, les programmes mis en place en Afrique australe ont leurs propres centres d'intérêt, notamment le renforcement de la collaboration avec les organismes partenaires locaux, et plus spécifiquement les Églises membres de la FLM. L'objectif est d'élargir le champ de leurs activités et d'en accroître l'impact, et aussi d'améliorer leurs capacités d'accès aux ressources du FMLSTP et d'autres bailleurs de fonds.

Cela dit, l'accent mis sur le VIH et le SIDA ne devrait pas faire oublier la nécessité de s'attaquer à d'autres maladies mortelles. En étroite coopération avec le FMLSTP, le DEM, ACT Développement et certaines Églises membres ont associé leurs efforts pour combattre le paludisme. Les progrès très prometteurs réalisés ces dernières années permettent d'espérer qu'il sera possible, par des mesures énergiques, de réduire dans une large mesure la progression de cette maladie.

Mondialisation économique et dette illégitime

L'attention que porte la FLM à la mondialisation économique néolibérale s'est renforcée dans le cadre éthique et théologique des réflexions sur le thème « Communion, responsabilité, transparence ». C'est ainsi que l'Assemblée de 2003 a adopté un « Appel à participer à la transformation de la mondialisation économique » ainsi qu'une Déclaration publique sur la dette extérieure illégitime. Par la suite, la FLM a publié le document *Communion, Responsibility, Accountability: Responding as the Lutheran Communion to Neoliberal Globalization* (LWF Documentation 50/2004), qui reprend un certain nombre de perspectives éthiques et théologiques et mentionne différentes initiatives, prises notamment par des Églises membres, dans les domaines de la diaconie et de la défense et promotion des droits. Avec d'autres initiatives,

celle-ci a contribué à l'élaboration d'une stratégie de la FLM à propos de la pauvreté et de la mission de l'Église en Afrique, et à la rédaction du document *So the poor may have hope and injustice shuts its mouth* (LWF Studies 1/2007).

Les dettes étrangères sont considérées comme illégitimes si elles ont été contractées par fraude ou corruption, dans des conditions non valables, par des gouvernements illégitimes, et/ou sans avantage pour le peuple du pays intéressé. Dans la région de l'Amérique latine, cette perspective a inspiré une virulente campagne de pression concernant l'illégitimité de la dette extérieure de certains pays, qui ne fait qu'aggraver leur pauvreté. Cette initiative, à laquelle les Églises ont activement participé, s'appuyait sur de solides convictions pastorales, éthiques et citoyennes. Le document publié par la FLM sous le titre *Not Just Numbers – Examining the Legitimacy of Foreign Debts* (LWF Documentation 53/2008) donne des indications intéressantes sur les répercussions de la dette illégitime sur la vie des gens, leurs moyens d'existence et leur avenir.

Par exemple, la campagne sur la dette illégitime a poussé le gouvernement équatorien à suspendre le paiement de certains services de la dette étrangère en raison des effets négatifs qu'auraient ces paiements sur ses citoyens. Elle a également débouché, en 2008, sur l'organisation d'un important symposium coparrainé par la FLM, l'Aide de l'Église norvégienne (NCA) et l'Église de Suède, auquel ont participé notamment, outre des représentant(e)s d'Églises, des expert(e)s politiques et juridiques en la matière représentant des gouvernements, des institutions des Nations Unies, des organismes universitaires, des institutions financières internationales et des organisations de la société civile. L'une des conclusions de ce symposium a été que « la question du prêt et de l'emprunt souverains ne relève pas seulement des finances et de l'économie mais touche aussi à la politique, au droit, à la justice et à l'éthique », et qu'il faut élaborer, à propos de ces questions, des lignes directrices concernant les droits humains.

Changement climatique

L'intérêt porté par la FLM au changement climatique se fonde sur une décision adoptée par le Conseil de la FLM en 2007. Il s'agit là non seulement d'un problème écologique urgent, mais aussi d'une question de justice envers d'autres communautés, envers le reste de la création et dans l'intérêt de l'avenir.

Dès le début, ces activités ont été fondées sur une étroite synergie entre les efforts menés par la FLM dans les domaines de la théologie, de la diaconie et de la défense des droits, en donnant délibérément la priorité aux communautés les plus vulnérables. Elles se sont poursuivies dans la conscience du fait que, dans les programmes du DEM, dans les Églises

membres et au niveau œcuménique, beaucoup a déjà été réalisé à cet égard aux niveaux local et mondial. Parmi les entreprises en cours, on peut citer des mesures pratiques pour l'adaptation, l'atténuation des effets, et les changements à apporter aux modes de vie et aux politiques publiques. La FLM a déjà défini ses positions publiques, par exemple en appelant à réduire de 40%, d'ici à 2010, les niveaux de dioxyde de carbone enregistrés en 1990 et à adopter une « taxe carbone », et en décidant que la FLM participerait à des conférences internationales sur le changement climatique.

Dans leur phase actuelle, les activités ont commencé par la préparation du *LWF Youth Toolkit on Climate Change*, matériel produit par les jeunes et pour eux/elles, et par des études réalisées à la base sur la manière dont les communautés locales vivent les effets du changement climatique, en s'intéressant en particulier aux questions spirituelles ou religieuses que cela suscite chez elles. Ces considérations ont servi de base à l'élaboration de réponses spirituelles et éthiques – des façons d'envisager Dieu et la création et d'agir à la lumière de tout cela – qui peuvent inspirer, guider et renforcer les stratégies multiformes à long terme qui apparaissent nécessaires pour lutter contre les effets du changement climatique. Certains articles rédigés à l'issue d'un colloque sur cette question ont été publiés dans *God, Creation and Climate Change: Spiritual and Ethical Perspectives* (LWF Studies 02/2009), ainsi qu'un document de référence destiné à la réflexion et à la discussion dans les communautés locales.

En 2008, une « rencontre » stratégique sur le changement climatique a été organisée par la FLM dans l'État d'Orissa, en Inde, une région où les répercussions du changement climatique se font déjà sentir de façon très dramatique et négative. Cette réunion a mis en évidence les trois dimensions de ce problème urgent – théologie, diaconie, défense et promotion des droits – tel qu'il se pose dans les communautés locales actives dans l'agriculture et la pêche, auprès desquelles la FLM et les Églises membres interviennent déjà en profondeur et de façon proactive au travers de programmes de diaconie. Dans le communiqué de cette rencontre intitulé « Témoigner de l'espérance face à la montée des eaux », on lit ceci :

Dans de nombreuses parties du monde, le changement climatique reste quelque chose qui se passe « ailleurs » et dans l'avenir mais, pour ces villageois et villageoises, ce n'est plus « ailleurs ». Avec chaque montée de la mer insatiable, le changement climatique devient toujours plus local, au point que, un jour, le village ne sera plus « ailleurs » mais « là-dessous », englouti par les eaux. Ici, les effets perturbateurs du changement climatique ne sont pas quelque chose qui devrait se produire à l'avenir : indéniablement,

ils sont ici aujourd'hui. On espère que les nombreux témoignages, paroles et actes suscités par ce défi actuel et urgent pourront faire l'objet d'une présentation globale à la prochaine Assemblée.

TIRER DES LEÇONS DES DIFFICULTÉS

Qu'ils soient perçus ou réels, les déséquilibres de pouvoir font obstacle aux activités indispensables dans les domaines de la théologie, de la diaconie et de la défense et promotion des droits. La dynamique de l'Évangile est telle qu'elle aide à transformer des situations dans lesquelles les gens sont réduits en esclavage, y compris du fait de certaines théologies et pratiques héritées du passé.

Ce qu'on a pu constater dans le programme « Théologie et Église », c'est la difficulté à faire un travail théologique contextuel qui présente une critique constructive. Les participant(e)s ont attribué les insuffisances constatées à différents facteurs, notamment aux lacunes de l'enseignement de la théologie et à l'absence de compétences qui favoriseraient un réexamen créatif ou une reconfiguration constructive face aux problèmes contextuels. Pour beaucoup de gens vivant dans le Sud, les conceptions théologiques qui ont été transmises par les mouvements missionnaires continuent à être répétées au lieu d'être soumises à l'examen critique et restructurant nécessaire pour témoigner de la foi dans les réalités actuelles.

Dans la perspective plus large de la diaconie, le rôle de la religion et de l'Église dans le développement est de plus en plus reconnu. Pourtant, certains gouvernements restent hostiles aux Églises, aux organisations non gouvernementales (ONG) et à l'assistance humanitaire venue de l'étranger. La transparence, l'accès de l'aide humanitaire, la sécurité des collaboratrices et collaborateurs et l'indépendance des actions humanitaires sont de plus en plus souvent des sujets de préoccupation.

Soutenir les Églises dans leur activité diaconale et offrir une base pour s'engager dans la diaconie prophétique et dans des activités communes en matière humanitaire et pour le développement – ces tâches demeurent fondamentales pour le Secrétariat de la FLM. S'il est bien évident que, en cas de crise ou dans les processus de développement, les interventions venues de l'étranger peuvent n'être que des solutions de second choix, on rencontre aujourd'hui de nombreuses situations complexes que les seules ressources ou démarches locales ne permettent pas de traiter de manière adéquate.

L'un de ces défis est le changement climatique et ses conséquences : quel est le meilleur moyen, pour la FLM, de trouver des mécanismes, des disponibilités et des moyens de financement pour lancer des campagnes de pression en vue d'atténuer

les conséquences de cette catastrophe et de réaliser les adaptations nécessaires qui permettront de résoudre les problèmes humanitaires et écologiques posés par le changement climatique ? À cet égard, il est urgent et nécessaire de provoquer une prise de conscience et de mettre en place, au niveau local, les moyens matériels et humains nécessaires pour préparer les populations à affronter ces catastrophes et à y réagir, tout cela constituant une dimension intégrale des activités de l'organisation.

Pour relever comme il se doit ces défis, il faut que les Églises disposent des capacités nécessaires. En fait, il serait souhaitable de réitérer et de souligner à nouveau la volonté commune de toutes les Églises membres de la FLM – du niveau des paroisses à celui de la base multilatérale mondiale et de son fonctionnement – de soutenir les activités de la FLM dans ses trois dimensions : théologie, diaconie, défense et promotion des droits.

Le contexte mondial nous appelle à réévaluer le rôle des Églises locales et des organisations humanitaires d'inspiration religieuse ou liées aux Églises, mais aussi à repenser la dynamique de concurrence et de coopération entre acteurs locaux et acteurs globaux. En outre, la relation des Églises locales avec les programmes liés à la FLM ainsi que leurs rôles respectifs dans les interventions humanitaires, la préparation aux catastrophes, la reconstruction et le développement sont autant de questions qui doivent être discutées en permanence par tous les protagonistes, afin de s'assurer que tout le monde agit sur la base de convictions communes.

Les institutions liées aux Églises, qui sont les principaux bailleurs de fonds des activités de la FLM, expriment des exigences et des attentes qui modifient et influencent la manière dont la diaconie est pratiquée au niveau mondial. La création d'ACT Développement et, plus récemment, de l'Alliance ACT ainsi que la présence directe de plus en plus importante d'agences dans les pays en développement posent de nouveaux problèmes de coopération entre Églises et institutions liées aux Églises. Ce nouveau contexte de coopération œcuménique exige qu'on réévalue et qu'on redéfinisse le rôle et la responsabilité du Secrétariat de la FLM, des Églises membres ainsi que de leurs agences ou instruments chargés de la mission et de la diaconie

Il y a encore beaucoup à faire pour combler le fossé qui, dans la Communion luthérienne, sépare les Églises qui « donnent » de celles qui « reçoivent ». Étant donné que les interventions humanitaires sont de plus en plus professionnalisées, il devient toujours plus nécessaire et urgent, pour les Églises et leurs institutions, d'apprendre à mieux se connaître mutuellement et de renforcer leur coopération afin de témoigner de la foi que la Communion luthé-

rienne confesse et vit au travers de ses activités diaconales et de défense des droits.

Enfin, dans une FLM renouvelée, il sera important que ces trois dimensions – théologie, diaconie, défense et promotion des droits – continuent à être délibérément interconnectées, avec les ressources financières et humaines nécessaires, afin de rendre plus clair, plus efficace et plus distinctif le témoignage public de la Communion luthérienne dans le monde.

PRIORITÉ 4: RENFORCER LA COMMUNICATION, LA TRANSPARENCE RÉCIPROQUE ET LE PARTAGE

Le Conseil de la FLM a reconnu la nécessité de renforcer la communication, la transparence et le partage, ces éléments étant considérés comme essentiels pour édifier la Communion luthérienne.

Selon la Déclaration sur la mission du Secrétariat de la FLM, la *communication* contribue à « faire progresser la vision collective des Églises membres... dans le but de favoriser l'approfondissement et la transformation des relations au sein de la Communion luthérienne et en dehors d'elle. » Dans le contexte de cette déclaration, le *partage* se réfère au « partage de la foi, des activités et des pratiques ainsi que des ressources. »

La *transparence* est l'une des quatre valeurs fondamentales qui inspirent les activités de la FLM. Assurer la transparence implique que « les ressources et les responsabilités de prise de décisions que Dieu nous a confiées soient utilisées sous des formes transparentes et dans un esprit de responsabilité mutuelle. »

La priorité 4 a posé un problème particulier dans le cadre du processus de planification stratégique de la FLM. Il est apparu qu'il ne serait possible de mettre pleinement en œuvre cette priorité et d'en obtenir l'impact maximal que si elle s'intégrait aux trois autres domaines prioritaires. Le Conseil a admis que, « en tant que système vivant, la FLM doit s'attacher à «renforcer la communication, la transparence et le partage»... dans chacun des domaines prioritaires et pour toutes les orientations et tous les objectifs de programme qui leur sont associés », dans la mesure où ces « dimensions sont profondément enracinées dans les activités de programme et ne sauraient exister de façon indépendante. »

L'une des conséquences directes de cette conception est qu'il s'agit de prendre en compte la communication, le partage et la transparence (voir aussi les formulaires de planification et les états des besoins) déjà au stade de la planification

de chacune des activités dès lors qu'elles impliquent des interactions entre différentes unités.

RENFORCER LA COMMUNICATION

En développant la mission, le témoignage et le service

La table ronde sur le thème *Un site web pour la Communion luthérienne* a discuté du rôle de la communication face à des changements technologiques de plus en plus dynamiques et à d'autres réalités contextuelles.

Elle a fait apparaître une très nette évolution par rapport aux objectifs de communication des décennies précédentes : interpréter la Communion luthérienne ; renforcer sa croissance ; appuyer la formation d'expressions globales et régionales de l'identité (luthérienne) ; et favoriser la mission de l'Église universelle.

À l'heure actuelle, on a plutôt tendance à développer des expressions et des concepts nouveaux et authentiques de communication qui reflètent la conception que la Communion a d'elle-même : communion spirituelle, sacramentelle, confessionnelle, de témoignage et de service.

Les efforts déployés par la FLM dans le domaine de la communication se sont progressivement réorientés dans cette direction par les moyens suivants :

1. Financer et établir une capacité de communication, notamment dans le cadre d'ateliers de prise de conscience des médias et de communication publique pour les bureaux sur le terrain du DEM ;
 - en collaboration avec le DMD, coordination d'un programme de formation de trois ans pour les jeunes communicatrices et communicateurs : « Vers une communion communicatrice – La vision des jeunes » ;
 - ateliers de communication dans les régions. (Tout cela renforce un témoignage et un service authentiques.)
2. Élaborer des matériels qui établissent un rapprochement entre la mise en œuvre des programmes d'action de la FLM et la vie culturelle, entre l'action sur le terrain et la spiritualité. C'est ainsi qu'ont été publiés, notamment :
 - le livre de cuisine de la FLM *Food for Life – Recipes and Stories on the Right to Food* ;
 - des numéros spéciaux de la revue *Lutheran World Information* (LWI) ;
 - la série *LWF Documentation* ;
 - le recueil de culte *Koinonia : Services et prières* ;
 - des matériels promotionnels illustrant l'histoire de la FLM par des objets concrets qui aident les lectrices et les lecteurs à se rattacher à des

modèles de témoignage spirituel. La croix fabriquée au Libéria avec des douilles vides – fréquemment offerte dans les classes de préparation à la confirmation – établit un lien entre le témoignage des bureaux sur le terrain du DEM et de l'Église luthérienne du Libéria et la Communion luthérienne mondiale. (Tout cela fournit des modèles de témoignage spirituel, sacramentel et confessionnel.)

3. Promouvoir la discussion éthique et l'emploi des techniques informatiques modernes et développer des outils de communication par les moyens suivants :
 - participation active au deuxième Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), en 2005, qui portait sur les droits de communication ;
 - blogues de discussion permanents en ligne, interfaces Twitter et services vidéo et audio en ligne ;
 - plate-forme Internet de la Communion « Communion Garden » ;
 - nouveau site web institutionnel de la FLM, et soutien à des sites web régionaux. (Tout cela ouvre des espaces publics pour illustrer le témoignage authentique de la Communion.)

En septembre 2004, le Conseil a pris la décision « d'effectuer un audit global de la communication portant sur les publications et les sites web de toutes les unités de la FLM, de faire le point sur ce qui est actuellement publié sous forme imprimée et sur les sites web, de recommander une image et un message cohérents de la FLM dans les publications et sur Internet, et d'inviter des communicatrices et communicateurs des Églises membres de la FLM à constituer une équipe représentant le Nord, le Sud et les quatre langues officielles de la FLM. »

Les conclusions de cet audit de la communication, publiées dans *Living in Communion in the World Today* (Documentation 52/2007), ont eu un impact important non seulement sur les plans de programme du Bureau des services de communication (BSC), mais également sur sa structure et la fixation de ses priorités internes. Parmi les résultats les plus tangibles de cet audit figurent la création de trois sous-unités chargées plus spécifiquement des objectifs de communication stratégiques *identité, visibilité et durabilité*, ainsi que le réexamen global et la révision des rôles et tâches du personnel chargé des communications. En 2008, le colloque international sur le thème « La communication – Notre pain quotidien » a souligné l'importance de la communication en tant que mission et ministère de l'Église. Il a procédé à une évaluation critique des structures institutionnelles dans lesquelles les services de communication sont considérés comme

partie intégrante de l'administration de l'Église et sont donc distincts des tâches fondamentales que sont la proclamation de l'Évangile, l'éducation et l'entraide.

En approfondissant l'engagement œcuménique et favoriser les relations interreligieuses

Depuis longtemps, la FLM et ses Églises membres ont la volonté d'être activement présentes dans le domaine de la communication, ce qui se reflète dans la participation active de la Fédération et dans son soutien financier aux Nouvelles œcuméniques internationales (ENI), conjointement avec le Conseil œcuménique des Églises (COE), la Conférence des Églises européennes (KEK) et l'Alliance réformée mondiale (ARM). Un soutien analogue est apporté par l'intermédiaire du réseau d'information et de nouvelles ALC, réseau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Si l'objectif premier d'ENI et d'ALC est d'offrir aux médias non religieux en général des informations concernant les Églises et leurs activités, ces agences constituent aussi, pour leurs organisations et Églises membres, un forum public qui dépasse les frontières propres de chacune.

Les organes directeurs de la FLM font régulièrement le point sur toutes ces relations mutuelles. En février 2005, sur recommandation d'un groupe *ad hoc* nommé par le Conseil, le Comité exécutif de la FLM a accepté de poursuivre la participation de la FLM à ENI.

Lors de la réunion du Conseil de septembre 2005, les Comités de programme « Services de communication » et « Mission et développement » se sont réunis en une séance conjointe au cours de laquelle ils ont lancé l'élaboration de stratégies de collecte de fonds tenant compte des plans de coopération d'ENI avec ALC et avec d'autres réseaux œcuméniques régionaux. Les deux comités ont considéré qu'ils avaient en commun la responsabilité de chercher une solution à la nécessité de trouver des fonds pour financer la participation de la FLM à ENI. Ils ont également convenu qu'il devrait y avoir un processus de consultation avec les réseaux régionaux de communication à propos de la forme que pourrait prendre leur travail. Les deux comités ont décidé d'entrer en contact avec les Églises membres présentes dans leurs régions respectives pour discuter d'un éventuel « réalignement » avec ENI des réseaux régionaux de communication existants.

Le réseau ALC s'est imposé comme une importante agence œcuménique d'information dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. L'agence fournit des informations régulières sur les événements, discussions et processus en cours dans le monde œcuménique, en plaçant un accent

particulier sur les activités du Conseil des Églises d'Amérique latine (CLAI), auquel appartient aussi un certain nombre d'Églises membres de la FLM. D'après les discussions avec des dirigeants d'Églises membres de la FLM dans la région, il est manifeste qu'ALC compte un nombre important de lecteurs et de lectrices.

En plus du soutien financier et de la participation au niveau des organes directeurs, le personnel responsable de la communication à la FLM a continué à rechercher une collaboration œcuménique et interreligieuse partout où celle-ci est possible. Des relations de coopération ont été établies avec l'Action commune des Églises (ACT International), l'Alliance œcuménique « agir ensemble » (EAA), l'Association mondiale pour la communication chrétienne (AMCC), l'ARM, la KEK et le COE.

L'un des éléments importants de cette coopération est le projet de base de données pour une terminologie œcuménique en ligne, qui permettra aux Églises et aux réseaux d'avoir accès à la terminologie œcuménique en anglais, allemand, français et espagnol.

La coopération interreligieuse la plus visible, qui est aussi celle qui a pris le plus de temps, a porté sur la participation du personnel du Bureau des services de communication de la FLM à la planification des activités touchant aux communications et aux médias de l'Action interreligieuse pour la paix en Afrique (AIRPA/IFAPA) ; différentes unités de la FLM ont participé à ces efforts, y compris des programmes nationaux du DEM, en collaboration avec le bureau de coordination d'IFAPA. Le processus a débouché sur l'organisation d'ateliers pour les journalistes traitant de questions relatives aux relations interreligieuses, qui ont eu lieu en Mauritanie, en Afrique du Sud et au Rwanda, ainsi que sur un numéro spécial de *LWI* consacré à la *diapaxis* et sur la participation à une série d'autres événements sous-régionaux organisés par IFAPA.

Décentralisation, création de réseaux et synergies

L'une des entreprises les plus ardues pour renforcer la communication a consisté à répondre à l'appel lancé par le Conseil de la FLM au Secrétariat lui demandant de décentraliser, de créer des réseaux et de rechercher des synergies.

À de nombreuses reprises, il a été dit que les régions devaient participer plus étroitement aux processus de communication de la FLM, notamment pour la production, pour l'échange d'informations ainsi que pour la création et le renforcement de réseaux appropriés.

Dans cet esprit, le Bureau de la communication de l'Église évangélique luthérienne de Tanzanie

s'est lancé dans un projet pilote de deux ans (2008-2010) visant à publier et à distribuer une édition régionale africaine de la revue *LWI*. Cette édition reprendra les textes en anglais de l'édition internationale de *LWI* et y ajoutera des pages en langues véhiculaires consacrées à des thèmes spécifiques intéressant les Églises de la région. Il s'agit ici de renforcer l'identité de la FLM dans la région et de renforcer la communication entre les Églises et les organisations partenaires. En sa qualité de membre du réseau luthérien d'information et de communication pour l'Afrique ALCINET, le rédacteur ou la rédactrice en chef de *LWI* pour l'Afrique assure les synergies avec les activités de communication au niveau régional.

Les efforts entrepris pour assurer la coopération et établir des synergies à propos des problèmes posés par les langues, la traduction et l'interprétation n'ont pas obtenu autant de succès. Compte tenu des problèmes financiers auxquels la FLM est confrontée et du rôle important que jouent les langues dans la formation et l'identité de la Communion, le Conseil de la FLM avait demandé au secrétaire général « d'envisager des solutions novatrices dans le domaine linguistique et de préparer un projet pilote dans une région ou deux, qui viendrait s'ajouter aux services actuels ».

En 2006, le secrétaire général a écrit aux Églises membres pour les inviter à participer à de tels projets pilotes. Mais, en réponse, les Églises membres ont demandé une intensification de l'aide fournie par Genève pour les traductions. La proposition faite par le Secrétariat de former du personnel et d'accompagner les Églises n'a pas été considérée comme une forme acceptable de décentralisation et de coopération.

COMMUNICATION INTERNE

Le plan stratégique de la FLM a reconnu la nécessité de créer un Intranet pour le Secrétariat afin d'améliorer la communication interne, jugée insuffisante et manquant d'ouverture et de clarté.

Du fait que la FLM se considère comme une communion et compte tenu de sa conception de la communication interne, il est apparu nécessaire de recourir à un processus horizontal. Le Groupe de travail sur le web et Intranet a lancé une évaluation des besoins au niveau de l'organisation dans son ensemble. Celle-ci fournira des orientations de planification stratégique en vue de mettre en place un outil de communication organisé et convivial, propre à renforcer l'identité de l'organisation et à favoriser son développement.

Entre autres mesures visant à améliorer et à favoriser la communication interne, on mentionnera aussi la réorganisation des équipes de travail du

personnel (ETP) en fonction des quatre priorités définies dans le plan stratégique. À l'heure actuelle, les travaux des ETP se fondent sur un mandat plus solide et plus précis, et les équipes discutent de thèmes et prennent des décisions en s'inspirant du concept de diffusion de l'information au niveau des départements et des bureaux.

Le Groupe directeur (Cabinet) du Secrétariat, qui se réunit tous les mois, sert de forum pour l'échange d'informations. Les responsables des unités et leurs représentant(e)s au Groupe directeur et dans les équipes de travail du personnel diffusent les informations dans les départements et les bureaux. Les procès-verbaux et autres documents provenant de ces réunions sont communiqués sur un site auquel chaque membre du personnel a accès.

Le Conseil représentatif du personnel (CRP) a pour rôle de conseiller le secrétaire général sur toutes les questions touchant au bien-être du personnel. Pour assumer cette fonction, le CRP fait fonction de facilitateur dans les réunions rassemblant l'ensemble du personnel, et c'est lui qui reçoit les réactions et plaintes individuelles concernant la politique, la réglementation et la gestion du personnel. Sur demande, le CRP propose aussi des services confidentiels de médiation qui peuvent contribuer à prévenir la dégradation d'un environnement de travail sain. Le CRP constitue un canal non officiel et non menaçant d'interaction entre le personnel et la direction, qui contribue à la transparence et au partage au sein du Secrétariat de la FLM.

INFORMATIQUE

À la suite d'une analyse MOFF (menaces, opportunités, forces, faiblesses) basée à Genève, des consultant(e)s d'Églises membres de la FLM ont effectué une évaluation des besoins du Secrétariat en matière informatique.

Au cours de ces trois dernières années, un nouveau système de base de données a été mis au point avec les organisations sœurs qui ont leur siège au Centre œcuménique pour gérer les contacts, les événements, les programmes et les projets. Il satisfait à plusieurs impératifs du plan stratégique, notamment la modularité et la flexibilité.

Une autre amélioration est l'emploi de logiciels à code source libre, qui permet de passer de pages web statiques à un système de gestion dynamique du contenu. Le Groupe de travail inter-unités sur l'informatique et les bases de données se réunit régulièrement pour poursuivre l'évaluation des besoins et se pencher sur les problèmes techniques qui se posent à la FLM.

La FLM est membre d'un consortium informatique basé au Centre œcuménique qui gère les systèmes informatiques pour toutes les organisations qui ont

leur siège au Centre œcuménique. Les services informatiques de base fournis par ce consortium sont fiables. En janvier 2009, les activités du consortium ont fait l'objet d'une évaluation, et un plan a été établi pour améliorer les politiques et les procédures. D'éventuelles modifications des structures seront probablement adoptées en 2010.

Appartenir au consortium informatique présente à la fois des avantages et des inconvénients. D'une part, cela permet d'avoir accès à une base plus large de connaissances et de ressources mais, d'autre part, chacune des organisations membres est soumise à un processus de décision par consensus pour tout ce qui concerne les politiques normalisées, les produits et les budgets. De ce fait, il est possible que la FLM n'obtienne pas tous les services qu'elle juge nécessaires.

MÉMOIRE INSTITUTIONNELLE ET RECHERCHE

Les Archives de la FLM regroupent les documents relatifs à l'histoire de l'organisation depuis sa création, et elles constituent un outil efficace pour les chercheurs. On y trouve les documents des organes directeurs, de la correspondance, des publications, des bulletins, des coupures de presse, des biographies ainsi que des documents audiovisuels, notamment des enregistrements sonores des Assemblées remontant jusqu'à 1957. Outre les archives historiques constituées par les photos sur papier, il y a aussi des archives de photos numériques, dont les plus importantes sont stockées dans la base de données Portfolio.

Un groupe de travail du personnel nommé à la fin de 2003 échange des informations sur les procédures et propose des améliorations appropriées ; il recherche des stratégies pour encourager l'intérêt porté aux meilleurs moyens de conserver la mémoire institutionnelle de l'organisation ; et il fait fonction de groupe de soutien pour l'archiviste. Ce groupe informe également le secrétaire général des éventuels progrès réalisés dans le domaine de la gestion des documents passés et des archives, et propose des conseils sur les besoins spécifiques du Secrétariat en ce domaine.

Les chercheuses et chercheurs effectuent leur travail par correspondance ou lors de visites au bureau. Entre janvier 2003 et décembre 2008, 28 personnes ont fait des recherches dans les archives. Au cours de cette même période, le bureau a reçu 175 demandes de recherche – dont certaines étaient simples alors que d'autres ont exigé plusieurs jours de travail.

Les pages Archives du site web de la FLM proposent l'éventail complet des publications de la FLM sur trois périodes, de 1947 à aujourd'hui.

Il devient particulièrement important de présenter l'histoire de l'organisation dans des formats facilement

accessibles, dans la mesure où la forme sous laquelle sont gérées les archives évolue avec les progrès technologiques. Il se peut fort bien que des documents qui, aujourd'hui, sont stockés sous forme électronique deviennent inaccessibles d'ici quelques années. Il est donc impératif de faire les investissements nécessaires pour moderniser le système des archives et disposer de personnel professionnel en ce domaine.

RESSOURCES HUMAINES

En 2004, le Secrétariat a mis en place le système des entretiens pour le développement du personnel et l'évaluation des performances (CSDPR), nouvel outil d'évaluation des performances pour le personnel administratif et exécutif du Secrétariat et pour le personnel international du DEM sur le terrain. Cet outil permet à l'organisation d'évaluer, de réorienter et d'améliorer la performance de chaque membre du personnel.

Les formulaires utilisés pour ces entretiens permettent de communiquer un feed-back prenant en compte la performance de la personne supervisée et du/de la superviseur/superviseuse, et aussi de procéder à un examen critique de la description de poste, des besoins de formation du personnel et de la définition des objectifs de travail. Des négociations régulières avec le CRP et au sein du Groupe directeur donnent l'occasion d'adapter les exigences à l'évolution du contexte de travail.

Avec le processus CSDPR, les priorités, les tâches et l'environnement de travail ont évolué. Les responsabilités du personnel ont été modifiées et de nouvelles descriptions de poste ont été rédigées. Cela dit, il apparaît nécessaire de réviser la grille des salaires, qui date d'il y a 20 ans. En mars 2009, le Comité exécutif de la FLM, qui fait office de Comité du personnel, a décidé de lancer une révision de la grille des salaires. Depuis août 2009, avec l'aide d'une personne assumant un service de consultance, un groupe de travail prépare un nouveau système, en étroite collaboration avec le Groupe directeur, l'ETP 5, le CRP et le Comité de classification des postes.

Le détachement de collaboratrices et collaborateurs des Églises membres et des organisations partenaires auprès de la FLM offre une bonne possibilité de partage des ressources humaines. Au début de 2008, un accord sur le détachement de collaborateurs et collaboratrices a été signé entre la FLM et l'Église de Suède. Un an plus tard, six jeunes adultes originaires de Suède travaillaient dans des programmes sur le terrain du DEM en Afrique et en Amérique latine. Outre qu'ils/elles viennent renforcer les capacités des bureaux sur le terrain, ces jeunes professionnel(le)s apportent une importante contribution aux activités de l'Église de Suède durant leur séjour dans les régions et après leur retour au pays.

On espère que d'autres Églises ou organisations membres signeront des accords semblables avec la FLM.

Le DMD a élaboré des accords plus axés sur les projets, concernant notamment des échanges de personnel entre Églises membres de la FLM, l'objectif principal étant de renforcer les capacités locales, essentiellement en Afrique.

Chaque année, le Secrétariat reçoit plusieurs stagiaires sponsorisé(e)s par leurs Églises ou par différentes organisations telles que le programme de service civil allemand ou le programme de bourses des Églises protestantes d'Allemagne pour étudiant(e)s doué(e)s. Ces jeunes adultes apportent d'importantes contributions au travail du Secrétariat et, en même temps, apprennent à connaître le ministère et la diversité au sein de la Communion luthérienne.

Cela dit, depuis l'Assemblée de Winnipeg, les problèmes financiers ont de sérieuses répercussions sur l'exécution des différentes tâches dont est chargé le Secrétariat. Au cours de la période couverte par le présent rapport, la charge de travail résultant de l'importante réduction des effectifs a constitué une grave préoccupation pour le personnel.

COLLECTE DE FONDS

On a souvent dit que l'un des problèmes essentiels de la FLM était la collecte de fonds. Dans les directives sur la collecte de fonds qui ont été mises à jour en 2007, il est dit que la FLM ne devrait pas accepter de ressources de fondations, sociétés ou gouvernements dont les activités ne sont pas compatibles avec les engagements sociaux de l'organisation.

Ces dernières années, les départements et certains bureaux ont entrepris de collecter eux-même des fonds. Récemment, le DEM a employé une personne responsable de la mobilisation de ressources pour le financement de ses programmes nationaux, l'objectif étant de nouer des contacts directs avec les bailleurs de fonds, d'établir des communications effectives avec les partenaires et de maintenir avec les institutions rattachées des services de soutien en vue d'accroître le financement global.

Voici une brève synthèse des conclusions tirées de ces expériences dans le domaine de la collecte de fonds :

- Ce qui marche dans une région particulière peut ne pas marcher dans une autre.
- Il est important de cultiver les relations avec les partenaires existants. Il est difficile de trouver de nouveaux partenaires en recourant à de nouvelles méthodes de collecte de fonds.
- Il est plus facile de collecter des fonds pour des activités d'aide d'urgence, de relèvement, de

développement et de campagnes publiques plutôt que pour des activités de nature théologique, œcuménique ou inter-Églises. Pourtant, celles-ci sont aussi essentielles pour l'identité de la FLM.

- Chaque membre du personnel et chaque membre des organes directeurs est un/e collecteur/collectrice de fonds. Il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine. Chacun/e doit reconnaître sa responsabilité et saisir les occasions qui se présentent. Cela dit, la responsabilité relève surtout de la direction.
- En fin de compte, il s'agit d'obtenir les meilleurs résultats possibles. C'est une question de crédibilité et de réputation. Travailler au mieux signifie travailler avec des partenaires appropriés.

SUIVI ET TRANSPARENCE

La FLM cherche en permanence à créer et à encourager des forums multilatéraux, par exemple des tables rondes réunissant les partenaires au niveau des pays, pour favoriser la transparence et le partage afin de redresser les déséquilibres de pouvoir qui peuvent exister entre Églises membres. Ces tables rondes sont l'occasion de dialogues fondés sur la transparence et la responsabilité mutuelle, qui contribuent à élargir les relations bilatérales, ce qui permet aux bailleurs de fonds de contrôler la performance des projets qu'ils financent.

Les principes de suivi et d'évaluation des projets (PME) sont des éléments décisifs pour le Secrétariat et pour les bureaux sur le terrain du DEM, ainsi que pour les Églises membres. Le respect de ces principes est essentiel pour renforcer la confiance et la crédibilité dans toutes les relations de partenariat. Le système PME implique des révisions permanentes et la formation continue du personnel pour assurer la qualité de la planification et des rapports. Ces ateliers de formation sont complétés par deux documents de référence, le manuel des opérations du DEM et les directives du DMD pour la mise en œuvre et le suivi des projets.

Non seulement pour les bailleurs de fonds mais aussi pour d'autres partenaires, la FLM a l'obligation d'améliorer ses systèmes dans le sens de la transparence et de la responsabilité mutuelle. L'une des initiatives les plus récentes en ce domaine a été l'adhésion du DEM à HAP (Humanitarian Accountability Partnership). La FLM s'est également jointe à un nouvel examen par les pairs du Comité directeur pour l'action humanitaire (SCHR), qui a démarré en 2008. En association avec Oxfam International et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), la FLM procède à une évaluation de l'engagement et des systèmes concernant la « responsabilité à l'égard

des populations affectées ». Dans le même esprit, le DEM a participé, avec Transparency International, à une étude sur le thème « Prévenir la corruption dans l'assistance humanitaire ».

NORMES POUR LES RAPPORTS

Les normes internationales concernant les rapports financiers, les accords cadres conclus avec les organisations partenaires ainsi que les processus de gestion des risques font l'objet d'une mise à jour régulière afin d'assurer les normes de transparence les plus élevées.

En 2005, la FLM s'est lancée dans un processus visant à modifier la présentation de ses rapports financiers consolidés afin qu'ils se conforment aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Il s'agit d'un exercice assez long, qui implique une étroite coopération avec les vérificateurs des comptes externes et les actuaires, et qui s'est conclu par la présentation d'un rapport financier annuel pour 2007 conforme aux IFRS et au droit suisse. Pour la FLM, les avantages sont les suivants :

- une présentation claire et reconnaissable pour les bailleurs de fonds ;
- une présentation complète de tous les actifs, passifs et réserves ;
- une présentation plus équilibrée de la performance (recettes et dépenses), du cash-flow et de la position financière ;
- une cohérence dans la présentation, conforme aux normes professionnelles en la matière.

Entre autres éléments d'une plus grande transparence financière, on citera :

- la gestion des risques financiers au travers d'un système de contrôle interne, qui a été amélioré et formalisé en 2007 ;
- des mises à jour de la situation financière, qui sont envoyées aux principaux partenaires de la FLM quatre fois par an.

CONTRÔLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES

Ces dernières années, les autorités et les vérificateurs des comptes ont de plus en plus souligné l'importance de bons systèmes de contrôle interne (SCI) et de gestion des risques.

Dans le contexte de la FLM, les systèmes de contrôle couvrent l'ensemble des méthodes et mesures adoptées par le Conseil pour veiller à ce que les activités de l'organisation se déroulent sans heurts. Des mesures ont été mises en place sur les points suivants :

- principes de la FLM concernant les systèmes de contrôle interne ;
- évaluation des risques et des contrôles financiers ;
- audits internes dans toutes les unités ;
- directives administratives (notamment pour les prises de décisions, le suivi et le contrôle en matière financière) ;
- mise au point d'une politique et d'une stratégie de gestion des risques du DEM prenant en compte les différents types de risques qui peuvent se poser au Secrétariat et dans les bureaux sur le terrain ;
- révision et renforcement des contrôles internes du DEM et introduction de nouveaux contrôles ;
- principes et directives concernant les investissements.

Les processus clés qui doivent faire l'objet d'un contrôle sont notamment les achats (en particulier les paiements effectués dans le cadre des programmes et projets), les frais de transport, les actifs physiques, les salaires, les finances et l'informatique.

Cependant, il y a aussi des risques externes sur lesquels l'organisation n'a aucun contrôle, le moindre n'étant pas la crise économique mondiale actuelle. Au niveau des programmes de la FLM, un exemple en est le conflit avec le gouvernement israélien à propos de l'impôt de l'employeur pour l'hôpital Augusta Victoria à Jérusalem-Est, qui impliquait une dette éventuelle de 6 millions de dollars. Au bout de plusieurs années de négociations entre les deux parties, un accord a été conclu à la fin de 2008 aux termes duquel la FLM n'aurait pas à payer d'arriéré d'impôts.

Si la situation financière de la FLM est restée relativement stable au cours de la période couverte par le présent rapport, un déficit structurel s'est accumulé au cours de ces dernières années. Après l'Assemblée, il s'agira de mettre en place un Secrétariat et une structure d'activités que la Communion luthérienne soit en mesure de financer au cours des années à venir.